

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 265
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
22 avril au 5 mai 1978

Pour un 1^{er} mai prolétarien !

PROLETAIRES !

Avant que n'éclate la grande crise de 1975, trente années de prospérité capitaliste presque ininterrompue avaient pu cacher qu'en fait l'expansion productive était à la mesure de l'immensité des ruines accumulées par le second massacre impérialiste. Cette expansion, elle avait été payée par le sacrifice de millions et de millions de vies humaines, par la destruction d'une masse incalculable de produits du travail humain ; pire encore, par la destruction du mouvement ouvrier organisé à l'échelle mondiale, ce même mouvement qui, après la guerre de 1914-1918, avait empêché le capital de récolter tranquillement les fruits de cet horrible boucherie, et avait même menacé d'abatre pour toujours sa domination féroce. Aujourd'hui où plus de trois années de crise économique et sociale déchirent partout les voiles sous lesquels se dissimulent les lois inflexibles de l'économie capitaliste, il est temps de regarder courageusement en face la vieille vérité marxiste : né « suant la sueur et le sang par tous ses pores », le capital ne peut accumuler de la richesse, et en distribuer une partie infinitésimale à ses es-

claves salariés, qu'à la condition de les précipiter périodiquement dans la misère, dans le chômage et dans la guerre ; et il ne reprend chaque fois son cycle à un degré supérieur d'exploitation du travail, que dans la mesure où il ne trouve pas devant lui la force organisée de la classe ouvrière, la seule capable d'interrompre sa course infernale.

PROLETAIRES !

Il y a un peu plus de soixante ans, à Saint-Petersbourg, le prolétariat abattait l'Etat démocratique bourgeois et, ayant pris le pouvoir sous la direction du parti bolchevik, instaurait sa dictature. C'était la première bataille d'un combat révolutionnaire qui était destiné à incendier toute la planète, ou à périr. Dans son sillage renaissait l'Internationale des travailleurs, l'Internationale Communiste, qui écrivait dans ses Statuts : « La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans

DANS CE NUMERO :

- **Terrorisme, Démocratie et Communisme en Italie et en Allemagne (p. 6 et 7)**
- **Dans les cinq continents (p. 3) : Chine, Russie, Portugal**
- **Luttes ouvrières, interventions (p. 4 et 5) : travailleurs immigrés, Braud, hospitaliers, instituteurs, le ménage dans les syndicats**
- **Elleinstein et le PCF (p. 1)**

les Statuts de la première Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local, ni national, mais international [...]. La nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action

(suite page 2)

Solidarité avec les masses opprimées du Liban et de Palestine !

La mise sur pied de l'opération casques bleus au Sud-Liban était bel et bien taillée sur mesure pour l'impérialisme français.

A peine le premier contingent de 600 hommes était-il en effet arrivé sur place que d'abord, le secrétaire de l'ONU demandait comme par hasard à la France de se charger du soutien logistique de l'opération, qu'ensuite le poste de commandant adjoint de la FINUL (il s'agit des forces de l'ONU) était « confié » à un général français, et qu'enfin l'ONU « invitait » la France à dépêcher au Liban un nouveau contingent de 400 hommes.

Le but officiel de la campagne est de « restaurer l'autorité de l'Etat de Beyrouth au Sud-Liban ». Mais, par hypothèse, si cette autorité était restaurée par un déplacement des Palestiniens vers le Nord, le Litani resterait-il une frontière pour les troupes de police de l'ONU ? Même Israël, que, soit dit en passant, l'arrivée des casques bleus — d'un bleu qui tire de plus en plus sur le tricolore — n'a pu encore faire démentir, demande que ces derniers le protègent des Palestiniens en se plaçant au Nord du fleuve qui marque la véritable frontière de l'Etat sioniste.

L'intervention militaire française n'a évidemment soulevé d'opposition de principe d'aucune des fractions de la bourgeoisie ni des partis officiels. Même l'opposition se contente de critiques de détail.

De son côté *Le Matin* se plaint de l'inefficacité de l'ONU. Selon le numéro du 18/4, « les casques bleus ne peuvent en effet empêcher l'infiltration plus ou moins discrète de combattants palestiniens dans les régions où Israël a voulu intervenir le 14 mars dernier pour éliminer les bastions de commandos ».

Quant à *l'Humanité*, elle feint de croire que la FINUL est là-bas pour protéger

(suite page 2)

programme communiste

N° 76 (mars 78)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain.
- **L'Afrique, proie des impérialismes :**
— Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique.
— La lutte pour les marchés africains
- **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale : De la crise de 1923-1924 à celle de 1925-1926.**
- **Fastes de la domination impérialiste.** Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? — **Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.**
- **Notes de lecture.**
Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus.

REUNION PUBLIQUE

A ANGERS

Dimanche 7 mai, 14 h 30
Salles des Cours Municipaux
place Saint-Eloi

Place à la
lutte ouverte

Monsieur le professeur Elleinstein est un réformiste conséquent

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le PCF est passé dans le camp de l'adversaire. Il l'a déjà fait lorsque, au nom de la défense de la démocratie contre le fascisme et au nom de la défense de la nation, il a entraîné le prolétariat dans la seconde boucherie impérialiste, enchainant ainsi à la bourgeoisie qu'il contribuait à remettre en selle. Ce que fait aujourd'hui le PC, à l'heure où la crise économique du capitalisme rend de nouveau ses services indispensables à la conservation sociale, c'est seulement d'ajuster ses mots à ses actes, son langage à sa pratique. Il était normal que la défaite électorale de la gauche entraîne une accélération de ce processus d'abandon des derniers lambeaux de la doctrine marxiste dont il recouvrait encore sa politique purement bourgeoise.

La meilleure preuve que la discussion en cours aujourd'hui dans le PC ne peut qu'aller dans ce sens réside dans le fait que la discussion tourne autour de la question de savoir si c'est l'excès ou le manque de XXII^e congrès qui a produit la défaite électorale.

Ceux qui pratiquent le déshabillage théorique avec plus de frénésie se trouvent derrière le professeur Elleinstein qui découvre ainsi plus clairement la nature

réelle du PCF. Pour Engels et Lénine — et pour nous aussi, cela va sans dire —, l'opportunisme est le produit de la pénétration des idées petites bourgeoises dans le parti prolétarien. Pour le PCF, il y a belle lurette que cette pénétration a produit une *mutation de nature* puisque, comme le prouvent les articles du savant professeur publiés dans *Le Monde* des 13-14-15/4/78, même les intérêts du prolétariat — ne disons plus comme classe mais — comme simple catégorie de la société bourgeoise ont complètement disparu de l'horizon politique de ce parti.

Selon cet universitaire distingué, la révolution qui « dans notre pays [mais c'est en fait dans tous les pays que les gens du même acabit disent la même chose] ne peut être que le résultat d'un processus de longue durée » et qui doit résulter des « grandes réformes de structures », exige « l'alliance historique des ouvriers, des travailleurs, des couches moyennes salariées et intellectuelles — qui doit constituer le nouveau bloc de pouvoir lequel exprimera le contenu social du futur Etat socialiste ». Soit dit en passant, nous nions catégoriquement qu'un tel bloc d'intérêts disparates, intermédiaires et oscillants puisse constituer la base d'un quelconque pouvoir, tout juste la piétaille au service d'un bloc autrement

plus puissant, le solide bloc des intérêts bourgeois et capitalistes. Mais laissons cela pour l'instant.

Figurez-vous que le reproche adressé au PCF par le professeur Elleinstein qui distille dans les amphithéâtres de l'Université ses théories si puissamment originales, est que, « par anti-intellectualisme », son parti ne pr. te pas assez d'attention à cette sorte de patchwork social constitué par « les couches moyennes salariées, les ingénieurs, les techniciens, les cadres et les intellectuels » vers lesquels il faut, selon ses conseils éclairés, résolument aller « sans modifier notre ligne sur « les pauvres », sans négliger les ouvriers qualifiés ».

La preuve, selon ce chercheur impénitent de voies nouvelles, c'est que précisément, ces « pauvres », ces « ouvriers qualifiés » ne « se sont pas toujours retrouvés dans le langage « ouvrier » tenu par le parti dans la campagne électorale ». Il y a évidemment une raison à cela pour un scientifique à l'analyse aussi pénétrante. C'est que « nombre d'ouvriers qualifiés, par exemple dans la région parisienne, ont une situation convenable. Ils se sentent exploités, mais la théorie de la paupérisation absolue est une vieille théorie à laquelle il faudra bien tordre »

(suite page 8)

Pour un premier mai prolétarien !

(suite de la page 1)

d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, à savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des Soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste ».

Ce qui se présentait alors comme une perspective prochaine — le triomphe de la révolution au moins en Europe — s'est ensuite évanoui ; le premier exemple de dictature communiste en Russie a dû payer son isolement de l'asphyxie puis de la mort ; et, faute de riposte révolutionnaire à la crise de la société bourgeoise, le monde a été précipité dans une nouvelle boucherie mondiale plus terrible encore que la précédente.

Tout ceci ne s'est pas produit — comme le prêchent aujourd'hui les renégats de tous bords — parce que la révolution et la dictature du prolétariat sont un rêve, généreux peut-être, mais insensé. Cela s'est produit parce que la classe dominante, là où elle n'a pas dû recourir d'urgence à l'intervention chirurgicale de la contre-révolution en chemise noire ou brune, a su appeler à son secours, pour détourner la classe ouvrière du chemin lumineux qui lui avait été tracé par la révolution d'Octobre, les forces trompeuses et subtiles, et d'autant plus coriaces, de l'opportunisme social-démocrate et stalinien. Cela s'est produit parce que ces forces, dont les mains sont encore souillées du sang de Karl Liebknecht, de Rosa Luxemburg, et de toute la Vieille Garde bolchévique, ont pris sur elles une tâche que la bourgeoisie n'aurait jamais pu remplir elle-même : celle de répandre dans les rangs des travailleurs l'illusion du progrès social, du dialogue pacifique entre les classes, du passage indolore au socialisme par la voie de la démocratie et de tout son arsenal de réformes, chaque prolétariat étant enfermé dans les frontières de « sa » nation, chaque prolétaire dans les limites de « son » usine, de « sa » maison, de « sa » conscience.

Ce désarmement politique de la classe ouvrière a significé le réarmement politique et militaire de la classe ennemie ; la trêve sociale ainsi obtenue a été la prémisse de la nouvelle guerre entre les Etats. Et l'un et l'autre se sont traduits par l'éloignement de cet autre aspect de la perspective grandiose de l'Internationale de Lénine : la jonction de la vague des mouvements de libération nationale et coloniale avec celle, bien plus puissante et décisive, du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les métropoles de l'impérialisme.

PROLETAIRES !

Au terme de ce deuxième conflit impérialiste qui avait prétendu être une croisade mondiale contre le totalitarisme fasciste, contre la misère et contre la guerre, les faux partis ouvriers qui incarnent l'ancien et le nouvel opportunisme se sont évertués de toutes les façons, au gouvernement comme à l'opposition, à remplacer la guerre entre les classes par la paix entre les classes, et à jeter un pont sur l'abîme des antagonismes de classes, dont le marxisme a montré qu'ils sont inconciliables. Ils vous ont fait miroiter les avantages de la démocratie, des « réformes de structure », de la participation des travailleurs à la gestion de la « chose publique ». Ils vous ont demandé de respecter les lois de l'économie nationale, de défendre, et au besoin de renforcer les institutions politiques existantes, de vous solidariser avec les intérêts supérieurs de la « patrie », bref, de suspendre la lutte de classe. Tout ceci, loin d'amener votre émancipation, n'a fait que donner une nouvelle impulsion à l'accumulation élargie du capital, à l'orgie de la production.

De cet immense festin vous n'avez reçu que des miettes, et parfois un peu plus. Mais il était inscrit dans les lois du mode de production capitaliste déchiffrées par le marxisme que, tandis que s'accumulaient des montagnes de richesses produites par votre sueur, s'accumulaient dans la même mesure les raisons d'une nouvelle crise. Il était inscrit dans ces lois qu'au premier signe d'engorgement des marchés, les misérables « garanties » qui vous avaient été accordées pour vous bercer dans le rêve d'une vie enfin décente et, surtout, de la sécurité, seraient balayées d'un coup. On vous avait fait entrevoir le mirage d'une amélioration durable de vos conditions de vie : aujourd'hui tous vous répètent le même sermon : **austérité ! modération des revendications salariales !** face à l'augmentation vertigineuse du coût de la vie. On vous avait promis un travail stable dans une société opulente : aujourd'hui on vous offre comme unique certitude de l'avenir prochain le **chômage chronique**. On avait promis à vos femmes et à vos enfants une insertion dans l'appareil productif, hors des sinistres murs de la prison domestique : aujourd'hui c'est déjà beaucoup si on leur offre la possibilité d'un **travail au noir**. On vous avait demandé le sacrifice de vos vies sur le champ de bataille en échange de la paix permanente, et il n'y a pas un seul endroit au monde où ne s'allume périodiquement le foyer d'une **guerre**, premier signe avant-coureur d'un futur incendie mondial. On vous avait dit et répété que l'époque de l'Etat totalitaire, policier, était finie pour toujours : aujourd'hui vous trouvez de-

vant vous un appareil, non seulement national mais international, qui vise à étouffer dans l'œuf le moindre mouvement de révolte, un appareil d'autant plus policier que le réseau trompeur de la « participation démocratique » et du « consensus populaire » s'est plus étendu à tous les niveaux ; un appareil d'autant plus préoccupé des « droits de l'homme » qu'il est plus décidé à vous imposer de nouveaux sacrifices !

PROLETAIRES !

Pour remplacer l'évangile productiviste et consommationniste de l'époque révolue, la classe dominante en a fabriqué un nouveau, à l'usage de la classe dominée. Cet évangile vous promet sur cette terre le paradis d'une phase **encore plus** exaltante d'expansion économique, d'une **démocratie encore plus** directe, avec tous les avantages du socialisme sans aucun de ses « inconvénients ». Mais à une condition : que vous acceptiez de favoriser avec abnégation la relance des investissements, la reconversion de l'industrie, la restructuration de la machine de l'Etat et le renforcement de son appareil répressif. Il s'agit, vous dit-on, de l'intérêt de tous : il serait donc injuste de faire retomber le poids et les risques de sa défense sur les seules épaules de la classe dominante. On vous demande, en somme, de « cogérer » la répétition de ce même cycle dont vous supportez aujourd'hui les conséquences nécessaires, et de renoncer pour cela à la lutte de classe. Et pour prêcher cet évangile, la bourgeoisie peut compter en premier lieu sur les grands prêtres enthousiastes de la nouvelle religion capitaliste : les directions des syndicats, ces syndicats que vous avez construits pour unifier et diriger les luttes quotidiennes de **défense économique** contre le capital ; les partis auxquels vous aviez confié la tâche d'unifier et de diriger la lutte finale, l'**offensive politique** contre la forteresse de la domination bourgeoise : l'Etat.

C'est cet évangile d'esclaves qui, ajouté à la pression matérielle d'un état diffus de désarroi et d'insécurité, aggrave la tendance à l'acceptation résignée de l'ordre établi sur laquelle prospère l'opportunisme gradueliste et pacifiste et d'un autre côté déclenche la réponse désespérée du terrorisme individualiste, que la bourgeoisie condamne avec horreur pour ne pas avoir à y reconnaître le fruit de ce qu'elle a elle-même semé. A cet évangile d'esclaves le marxisme révolutionnaire répond en renouant le fil brisé qui va de la Première à la Troisième Internationale prolétariennes.

A l'enfer de ce deuxième après-guerre, comme du précédent, il n'y a pas d'autre

issue que la révolution internationale, le renversement du régime capitaliste par le prolétariat.

Celui-ci ne peut commencer que par la conquête du pouvoir politique, que la classe laborieuse devra arracher par la violence à la classe bourgeoise, devenue incapable d'administrer la société, mais décidée à ne pas en abandonner la direction sans la défendre par tous les moyens qui sont en son pouvoir.

L'avenir du prolétariat dépend de sa capacité à briser le système économique absurde et inique de la bourgeoisie : les institutions politiques de celle-ci, même là où elles se parent des formes de la démocratie parlementaire la plus avancée, ne sont qu'une machine construite pour perpétuer l'oppression, et pour défendre le privilège des exploités.

L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti politique de classe qui, pourvu d'un programme qui n'est pas lié aux vicissitudes de la situation en telle ou telle année et dans tel ou tel pays, appuyé sur une tradition ininterrompue de dénonciation des mensonges du libéralisme et de la démocratie et des illusions mortelles du réformisme, et fort d'une claire conscience des buts du mouvement ouvrier et des voies et des moyens pour les atteindre, est le seul capable d'unifier les efforts des masses laborieuses, en les dirigeant de la lutte pour les intérêts de groupes et pour des résultats immédiats vers la lutte, qui n'est « ni locale ni nationale, mais internationale », pour l'émancipation finale du prolétariat.

Les conditions matérielles de la solution révolutionnaire mûrissent parallèlement à la crise du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise. Les conditions subjectives se préparent en reprenant — même dans les escarmouches quotidiennes pour la défense du salaire et du travail — la voie glorieuse de la défense intransigeante des intérêts des travailleurs contre toute prétention de les subordonner aux prétendus intérêts supérieurs de l'économie nationale ; en travaillant pour rendre à la lutte de classe ses organisations de combat, indépendantes vis-à-vis de l'Etat et des partis qui le représentent ; en faisant, grâce au parti de classe, des luttes immédiates et des organismes de résistance économique du prolétariat, les leviers de la préparation à la lutte politique générale pour le renversement du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat.

PROLETAIRES !

Cette lutte, dont l'objectif final peut sembler trop éloigné pour qu'on lui consacre les efforts de l'heure présente, est avare en succès faciles, mais elle concerne tous les prolétaires. C'est d'elle que dépend la possibilité de défendre **aujourd'hui** notre pain et notre travail, au lieu de river de nos propres mains les chaînes de l'oppression et de l'exploitation capitalistes.

Souvenez-vous de tous vos frères de classe de tous les pays, tombés dans une lutte séculaire sur les fronts de la guerre sociale ! C'est à eux et non aux prétendues gloires de la patrie bourgeoise et à ses ignobles valeurs que doit être dédié ce premier Mai, rouge de leur sang, pour que leur mémoire ne soit pas trahie, pour que leur exemple ne soit pas renié.

VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

VIVE LE COMMUNISME !

Le « droit de grève » de Georges Séguy

Séguy vient de mériter les félicitations de la bourgeoisie en s'apercevant, au bout de trente ans, que la CGT appartient à une organisation, la FSM, qui ne reconnaît pas le « droit de grève ». Nous ne lui reprocherons pas ce petit « oubli ». Il n'y a pas en effet grande différence pour les prolétaires entre l'interdiction du droit de grève pratiquée dans les pays de l'Est et sa « garantie par la constitution » assurée dans les pays « libres », où, évidemment, seule la « liberté du travail » qui lui fait pendant est garantie, elle, par la police.

Le « droit de grève » revendiqué n'est pas bien méchant dans la mesure où Séguy et consorts garantissent au capital qu'il sera par leurs soins vidé de tout mordant et même de tout contenu réel... Ce « droit » ainsi pratiqué donne cependant plus de souplesse à la conservation bourgeoise, ce dont, il est vrai, les régimes de l'Est ont un grand besoin.

Tout le monde peut donc se féliciter, à l'Ouest les tenants des « droits de l'homme », et à l'Est les régimes en quête d'amortisseurs.

Solidarité avec les masses opprimées

(suite de la page 1)

le Liban contre Israël, passant sous silence que tous les tenants de l'ordre établi n'ont qu'un principe, faire taire la résistance, et qu'ils ne se disputent que sur les moyens, si bien que tout l'ordre établi n'est disposé à « protéger le Liban d'Israël » que dans la mesure où ce dernier est protégé d'une autre manière de la subversion palestinienne et aussi libanaise.

En effet, comme on le lit dans *Le Matin* du 18/4, « Le président du Comité exécutif de la résistance palestinienne [c'est Yasser Arafat] s'est déjà déclaré publiquement décidé à faciliter la mission des soldats de la FINUL, conformément d'ailleurs aux conseils de pays arabes qui, comme la Syrie ou l'Algérie, bien que membres du « camp de la fermeté », sont prêts à placer les fedayin sous tutelle internationale. Mais il semble que ses consignes ne sont pas suivies sur le terrain. [...] Selon certaines sources palestiniennes en effet, une partie substantielle de la « base » de l'OLP serait décidée à poursuivre des opérations de harcèlement des forces israéliennes au Sud-Liban, sans s'encombrer de la présence de forces « neutres ».

Ici, l'« extrême gauche », des trotskystes aux maoïstes, prétend « lutter contre

l'impérialisme français » en manifestant, comme elle l'a fait au début du mois à Paris, derrière l'« Association médicale franco-palestinienne », sous les mots d'ordre de « soutien total à l'OLP, seul représentant du peuple palestinien » auxquels se mêlaient toutefois quelques heureux « Casques bleus, hors du Liban ! »

Comment peut-on lutter contre l'impérialisme sans appeler à ses responsabilités politiques le prolétariat des pays oppresseurs, et comment peut-on manifester la moindre solidarité politique avec les masses opprimées du Proche-Orient quand on prétend en même temps prendre fait et cause pour une organisation qui pactise avec l'impérialisme sur le dos de ces mêmes masses opprimées et de ses propres militants ?

Notre solidarité pleine et entière va à ceux qui trouvent contre eux non seulement les Israéliens et les milices chrétiennes, non seulement les casques verts et bleus et tout l'ordre établi, mais également leurs prétendus représentants.

Il dépend du prolétariat d'ici et de sa reprise révolutionnaire de classe que les prolétaires et les paysans pauvres du Proche-Orient trouvent enfin la force d'échapper à la tutelle de toutes les organisations qui ont un lien quelconque avec l'ordre établi.

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

En Chine, bond en avant vers le plein capitalisme

Au-delà des défenestations des héros d'hier et des réhabilitations des défenestés d'avant-hier, les dernières mesures envisagées par les nouveaux dirigeants chinois constituent l'amorce d'un « grand bond en avant » vers la pleine modernisation de l'économie, de la société et de l'Etat chinois.

Au niveau de l'Etat, deux points importants à remarquer. D'abord, on va faire cadeau aux « citoyens » chinois d'un *Etat de droit*, grâce à la rédaction d'un code civil et d'un code pénal (qui n'ont pas encore été élaborés depuis la victoire de la Révolution en 1949) et grâce à l'institution d'un système de tribunaux — « populaires » il va sans dire — chargés de les appliquer. Jusqu'à présent, la « justice » était un domaine plutôt aléatoire, étant donné le manque d'un texte unique de base ainsi que le manque d'organes spéciaux : elle était rendue par les pouvoirs locaux. Cette mesure permettra donc d'uniformiser les règles régissant les rapports des citoyens entre eux et des citoyens avec l'Etat, ce qui est indispensable à tout Etat bourgeois pour assurer de façon stable la reproduction des rapports sociaux capitalistes. De plus cette mesure permettra, aux dires du correspondant du *Monde* (19-20/3/78), de prévenir les excès de la Révolution culturelle qui, avec ses « procès de masse » intentés à des hauts fonctionnaires, où les tribunaux étaient remplacés par des grands meetings et les lois par le jeu de la critique et de l'autocritique, avaient souvent gêné le fonctionnement de l'appareil d'Etat, lorsqu'ils ne l'avaient pas carrément désorganisé. Enfin nous pouvons prévoir que cette mesure permettra d'établir un critère unique pour « ôter leur étiquette » — le maréchal Yeh Chien-ying *dixit* — aux « propriétaires fonciers,

paysans riches et capitalistes réactionnaires » qui « n'ont pas encore été réformés » (*Le Monde*, 9-3-78) et qui sont, à cause de cela, privés de leurs droits politiques. En effet, si ceux-ci font preuve de bonne conduite après une période de « rééducation », ils obtiendront les droits politiques. On peut prévoir que bientôt, la « démocratie socialiste » conçue par Hua Kuo-feng inclura dans « la catégorie du peuple » aux côtés des « éléments urbains petit-bourgeois », un des principaux piliers de l'Etat, ces trois autres « catégories » (propriétaires, paysans riches et capitalistes « rééduqués ») contre lesquelles la paysannerie a fait la révolution...

Une autre réforme importante au niveau de l'Etat concerne l'armée. « Tout axer sur la consolidation de l'armée et la préparation à la guerre », voilà le mot d'ordre actuel (*Le Monde*, 1-2-78). Cette tâche exige une réorganisation de fond en comble de l'armée qui, surtout avec la Révolution culturelle, s'était adaptée à remplir des fonctions politiques, administratives et même économiques en laissant au deuxième plan ses fonctions plus proprement militaires. On commencera sans doute par une épuration en profondeur de l'armée, comme le revendique son quotidien daté du 12-2-78 (*Le Monde*, 17-2-78). En les accusant d'être des « partisans fanatiques de la bande des quatre », on éliminera donc les militaires qui s'attachent au « modèle » d'armée en vogue sous Lin Piao. Ce modèle ne correspond plus au rôle que l'armée doit assumer et que rappelle le même article du journal de l'APL (Armée Populaire de Libération), celui d'« un instrument aussi important aussi bien dans la lutte de classes internationale que dans la lutte de classes à l'intérieur du pays ». Il n'est

pas besoin de comprendre le chinois, pour voir dans cette définition que la réforme en cours dans l'armée vise à renforcer l'Etat pour lui permettre de s'élever au rang de puissance impérialiste en prenant une part active aux brigandages inter-impérialistes (ce qu'ils appellent « la lutte de classes internationale ») et, d'autre part, de réprimer les masses ouvrières et paysannes qui ne manqueront pas de se mettre en mouvement sous la pression des contradictions croissantes du capitalisme chinois et mondial (« la lutte de classes à l'intérieur du pays »).

D'un point de vue plutôt technique, il s'agira d'une part de pourvoir l'armée « des équipements militaires les plus modernes » (cf. *Le Monde*, 1-2-78) et de constituer un noyau de cadres à même de manier le dernier mot de l'art de la guerre. Fini donc le romantique principe de Lin Piao de « cogner une tête rouge contre des tanks d'acier » ! Il ne s'agit plus de compter sur le nombre pour vaincre l'ennemi armé jusqu'aux dents : « la force matérielle doit être brisée par la force matérielle », proclame le journal de l'APL (idem) ressuscitant une vieille phrase de l'inévitable maréchal Yeh Chien-ying. Contre des tanks, il faut non seulement des tanks mais aussi toute la panoplie des armements antitanks, le tout dirigé par des officiers hautement spécialisés !

D'autre part, il faudra réorganiser la structure de l'armée et le service militaire. Le premier pas a déjà été fait : augmenter la durée du service obligatoire, ce qui détruit une des conquêtes de la révolution culturelle : la diminution d'un an dans chaque armée de cette durée. La nouvelle durée sera de trois ans dans

(Suite page 8)

Revue théorique

EL PROGRAMA COMUNISTA

N° 26 (feb-mayo 1978)

- El Imperio de los grandes Estados capitalistas agitado por Incurables antagonismos.
- En defensa de la continuidad del programa comunista (II) :
— Introducción
— Tesis sobre la táctica del Partido Comunista de Italia (Tesis de Roma - 1922)
- La cuestión de las nacionalidades en España (II)
- A la memoria de Ernesto « Che » Guevara
- Nota de lectura : « Debate sobre los consejos de fábrica ».



Communist program

n° 4 - April 1978

- Once Again the Alternative : War or Revolution
- The Myth of « Socialist Planning » in Russia
- Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle. Part IV. Proletarian Struggle and Violence
- Terrorism and Communism : On the Events in Germany
- What Distinguishes Our Party
- Book Review : Proletarian Order.



Kommunistisches Programm

Les joies du marché en Russie

La hausse récente de certains produits en URSS — café (dont le prix a été multiplié par trois), chocolat, mais aussi essence — est un indice de plus que la crise qui sévit dans les pays capitalistes touche aussi l'économie prétendument socialiste de la Russie. L'augmentation des deux premiers produits cités s'explique par le renchérissement des importations, celle du prix de l'essence du fait de l'alignement des prix de l'URSS, premier producteur de pétrole du monde, sur ceux de l'OPEP, cette hausse devant permettre aux exportations russes de pétrole de compenser autant que faire se peut l'augmentation des produits importés. On voit donc que l'URSS est sensible aux augmentations de prix aussi bien en tant que pays importateur (elle importe alors de l'inflation) qu'en tant que pays exportateur (elle doit compenser par ses exportations la hausse des prix des produits qu'elle importe).

En ce qui concerne l'augmentation des prix occidentaux, un article du *Monde* du 3-3-1978 chiffrait à 30 % depuis trois ans la hausse des installations industrielles, licences et procédés de fabrication que l'URSS importe, pour dominer le retard technologique qu'elle a par rapport aux économies occidentales. D'autre part l'URSS importe aussi des céréales (dont le prix augmente), du sucre, etc. Les augmentations ne peuvent pas être sans influence sur l'économie soviétique, même s'il est difficile d'en mesurer l'ampleur (la dette même de l'URSS, qui s'élevait à quelque 16 millions de dollars à la fin de 1976 selon la Chase Manhattan Bank, n'a rien d'excessif compte tenu des possibilités de développement du pays).

Il est certain que l'URSS doit s'efforcer, comme n'importe quel pays capitaliste, d'équilibrer son commerce extérieur. Quand le prix des importations augmente, elle doit vendre plus si elle veut acheter autant. Pour cela, il faut avoir des prix compétitifs, donc pousser au rendement dans les usines, et diminuer la demande intérieure pour pouvoir exporter davantage. Il n'est pas exclu, peut-on lire dans l'article du *Monde* déjà cité, que le doublement du prix de l'essence sur le marché soviétique ait pour but de réduire la consommation intérieure afin de dégager des

quantités supplémentaires destinées aux exportations, et si possible vers les pays à devises fortes plutôt que vers les membres du Comecon...

Enfin la crise de l'économie capitaliste n'a pas seulement des répercussions sur l'économie russe à cause de l'inflation, mais aussi à cause du ralentissement de la croissance des pays avec lesquels l'URSS a des relations commerciales. L'URSS, gros exportateur de matières premières, trouve moins de clients, ou des clients qui achètent moins.

Ce qui pour l'instant masque encore la réalité, c'est la faiblesse relative des échanges. En effet des mécanismes économiques traditionnels évitent de répercuter sur les prix à la consommation la hausse des produits importés, soit en évitant d'importer, soit en accordant des subventions financées, comme dans n'importe quel pays de l'Est ou de l'Ouest, par les impôts (l'URSS a importé 40.000 tonnes de café en 1977 au lieu de 60.000 en 1975 à cause du prix mondial).

Au fur et à mesure que le volume des échanges avec l'extérieur s'accroît — il y a quelques années la part du commerce extérieur dans le revenu national soviétique ne dépassait pas 2 % alors qu'elle atteint 10 % aujourd'hui — l'économie soviétique sera de plus en plus sensible aux variations des prix extérieurs et aux fluctuations du marché mondial, et le mythe de l'économie « socialiste » à l'abri de la crise volera en éclats.

En tout cas l'attention que l'Etat soviétique apporte à la question de la hausse des prix est significative : les émeutes en Pologne l'an dernier ont montré à quel point la classe ouvrière était sensible à la hausse des prix. En annonçant les augmentations des prix du café, du chocolat et de l'essence, le directeur du Comité d'Etat des prix a pris soin d'indiquer que le prix de la viande, du lait, du pain et des céréales n'augmenterait pas... jusqu'à ce qu'on ait trouvé le moment favorable. Comme quoi l'état d'esprit des managers « socialistes » ressemble comme deux gouttes d'eau à celui des managers des « pays libres ». La raison en est simple : il est produit par la même société qui, des deux côtés, est bien capitaliste et bourgeoise.

Au Portugal, moins de morue et plus de police

Augmentation des services publics (eau, gaz, électricité, transports) : entre 25 et 50 % ; augmentation des impôts : 15 % ; augmentation des denrées alimentaires de base : environ 22 %. Voilà les premières mesures économiques du nouveau gouvernement socialiste de Soares. Ces mesures seront complétées par d'autres, visant à réduire les importations afin de ramener le déficit de la balance des paiements à 1 milliard de dollars (en 1977 ce déficit s'élevait, selon les estimations, à un milliard et demi de dollars, alors qu'on avait prévu la moitié). Or comme les produits alimentaires sont responsables de la moitié environ de ce déficit, cela va entraîner une nouvelle diminution de la consommation : les ouvriers devront consommer moins, ou plus du tout, de ces produits sophistiqués que sont la viande de bœuf, les produits à base de blé (pain, pâtes, etc.), et l'« amie fidèle », la morue. Cette dernière, qui a été depuis toujours le plat national portugais, serait même « condamnée à disparaître purement et simplement du marché », d'après *Le Monde* du 5-4-78. D'ailleurs, depuis quelque temps, le prix prohibitif de ce poisson avait fait disparaître les bacalhoadas des tables ouvrières, où il a été remplacé par le fade,

Mais malgré ce tour de vis, condition

préalable à la reprise des négociations avec le FMI, celui-ci exigerait des mesures d'austérité encore plus draconiennes, notamment dans le domaine du crédit : élévation de 13 à 20 % du taux d'escompte, ce qui obligerait « beaucoup de petites et moyennes entreprises, qui se débattent dans des problèmes de trésorerie, à fermer leurs portes » (idem). Et, comme le dit le président du CDS, Freitas do Amaral, les « conséquences sociales extrêmement lourdes » qu'entraînerait l'application des mesures exigées par le FMI, « mettraient en danger la démocratie elle-même ». Bref, si on tire trop sur la corde, elle risque de se rompre, et si les masses travailleuses se déchaînent...

En prévision, Soares a nommé chef d'Etat-major de l'armée de terre le général Pedro Cardoso. Ce général nous informe *Le Monde* déjà cité, ancien collaborateur en Guinée de Spinola, travaillait « ces derniers temps [...] à la création d'un Service d'Information de la République », c'est-à-dire une nouvelle police politique qui « coordonnerait les départements d'information de la police judiciaire, de la garde nationale républicaine et des polices des douanes, des liaisons étant prévues avec plusieurs ministères, notamment avec le ministère du travail et le ministère des finances ». Il vaut mieux prévenir que guérir...

La bombe à neutrons n'est pas enterrée

La décision de Carter d'ajourner pour deux ans la fabrication de la fameuse bombe à neutrons qui devrait renforcer la défense de l'Europe occidentale et en premier lieu de l'Allemagne contre la supériorité russe en chars au cas d'une éventuelle *blietzkrieg*, est tombée à point nommé, précisément au moment où les relations avec la RFA « sont déjà tendues en raison des différends concernant la politique économique » (*Le Monde* du 8-4-78) et s'est accompagnée de deux autres points sur lesquels les feux de

l'actualité se sont moins braqués : « les lanceurs destinés à recevoir l'engin seront de toute façon adaptés » en prévision de sa fabrication ultérieure, mais non encore fermement décidée, et « de toute façon, les sept mille autres armes tactiques entreposées en Allemagne devront être modernisées dans les années à venir » (*Le Monde* du 9-10/4/78). De quoi continuer toujours le chantage armé à « l'allié » et « l'ami », tout en préparant de nouveaux conflits.

A quand l'enterrement du pacifisme ?

Travailleurs immigrés

Violence bourgeoise et lutte prolétarienne

Tandis que l'ensemble des partis de l'éventail démocratique, avant tout les partis réformistes et leurs suiveurs d'« extrême gauche », s'efforçaient à qui mieux mieux d'endormir la classe ouvrière au son des berceuses de la propagande électorale, la lutte des travailleurs immigrés, elle, n'a pas connu de trêve, proclamant mieux que tous les discours que tant qu'il y aura le capitalisme, il y aura l'exploitation et l'oppression, la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, et la lutte entre les classes.

Le ministre Stoléro, en décembre, réclamait une enquête sur le Comité de coordination des foyers Sonacotra, accusé de contribuer au « climat de violence » dans les foyers de travailleurs immigrés (cf. *Le Prolétaire* n° 261).

La violence ? Les travailleurs immigrés la connaissent bien. C'est d'abord les salaires de misère, le chômage qui pèse plus lourd sur eux, les foyers-taudis et les foyers-casernes dans lesquels le capitalisme archi-moderne de cette soi-disant société de consommation parque des masses entières de travailleurs qu'il exploite jusqu'au sang. La violence, c'est la pression quotidienne pesant directement sur quatre millions de travailleurs : véritable violence collective de classe, exercée et protégée par l'Etat démocratique, son armée de flics, de magistrats et de bureaucrates, son arsenal de lois, et ses auxiliaires divers, depuis les bandes racistes d'extrême droite jusqu'aux journalistes zélés de la presse aux ordres.

Mais écoutons les travailleurs en lutte. « Nous dormons dans des vieilles baraques en tôle, au-dessous des lignes à haute tension, situées entre la décharge à ordures de Saint-Denis et l'usine d'épuration, à seize personnes par dortoirs de 42 m², avec des cafards, des rats... Ces

baraques c'est la maladie ! Nous sommes en grève de loyer depuis un an et demi pour avoir un logement décent. L'O.D. HLM qui est le patron du foyer n'a donné aucune proposition de logement acceptable par les résidents ». La municipalité a déclaré le foyer insalubre : selon la loi, c'est l'expulsion. Mais, a ajouté la municipalité : « Il faut que les travailleurs du foyer de la rue de l'Yser sachent qu'il n'y aura pas à Saint-Denis ou ailleurs de possibilité de reloger les gens en HLM ». (Tract des résidents du foyer de l'Yser, Saint-Denis, avril 78).

« Qui est responsable de l'insécurité et de la violence contre les travailleurs ?

Le premier responsable, c'est le Pouvoir, qui désigne les travailleurs immigrés comme responsables de la crise et prend, au mépris de sa propre légalité, les mesures racistes de Stoléro, traque et fouille les immigrés dans le métro, les parque dans des prisons clandestines (Arc en Ciel et Dépôt de Paris) et les expulse par milliers de façon arbitraire.

Les responsables, c'est aussi le CNPF, qui demande le renvoi d'un million de travailleurs immigrés d'ici 1985 ; c'est la presse de droite qui, tous les jours, appelle au rejet des travailleurs immigrés et à l'acceptation par l'opinion des agressions perpétrées contre eux, et les fractions fascistes d'extrême droite, dont l'activité principale est d'agresser et d'assassiner les travailleurs immigrés en toute tranquillité.

Et à l'intérieur des foyers enfin, c'est bien la Sonacotra et ses gérants racistes qui, arme au poing et chien dressé à la main, forcent l'entrée des chambres, comme à Nanterre, pour intimider les résidents grévistes ; maniant habilement la délation, appellent la police à faire des incursions dans les foyers pour les

moindres prétextes ; payent des provocateurs extérieurs pour venir casser les placards et le matériel, et désignent les résidents après ; développent et encouragent dangereusement le débit de boissons alcoolisées (qui constituent 80 % des stocks du bar) et les jeux de cartes avec mise d'argent, sources de bagarres fréquentes ; et, dernièrement, prétextant l'insécurité de leurs familles, créent des « groupes d'auto-défense » qui sont en fait des commandos de choc dirigés exclusivement contre les délégués des résidents.

Qui est victime de cette violence ? Les faits sont parlants : les menaces individuelles, les alertes à la bombe, les agressions, les plasticages, les fusillades et les meurtres, jusqu'ici, n'ont frappé que les résidents » (Communiqué de presse du Comité de coordination Sonacotra, février 1978).

Un cas parmi tant d'autres : « Samedi 26-2-1978, plusieurs coups de fusil ont été tirés contre le foyer Sonacotra de Ville-moble-Laënnec [...]. C'est vers 21 h 45 qu'un résident, ayant entendu des coups de feu, ouvrit sa fenêtre pour voir dé-
marrer rapidement une voiture sans pouvoir l'identifier. La chambre visée était celle d'un délégué qui, sorti quelques minutes plus tôt, avait laissé la lumière allumée [...]. La police, alertée par le Comité de Résidents, commença son enquête en soupçonnant les résidents d'avoir tiré de l'intérieur du foyer. Le locataire de la chambre touchée, convoqué le lendemain pour la poursuite de l'enquête, sera soumis à un interrogatoire axé exclusivement sur la grève : « Pourquoi refusez-vous de payer les loyers ? », « Tous les Français payent leur loyer, etc. » (Communiqué du Comité de résidents de Ville-moble et du Comité de Coordination, 28-2-78).

Cette violence de classe, qui touche en premier lieu les travailleurs immigrés — les oubliés de la « paix sociale » en temps de prospérité comme en temps de crise — vise en réalité à intimider, paralyser, diviser toute la classe ouvrière. Ses complices directs sont les soi-disant partis ouvriers et les directions syndicales réformistes, qui ont œuvré systématiquement pendant des décennies à émietter ses luttes par catégories, par nationalités, à briser le sens de la solidarité entre prolétaires, et de leur opposition frontale à la bourgeoisie impérialiste et à son Etat. Ce sont ces Messieurs, qui se sont faits les gérants et les propagandistes de la pire politique chauvine — contrôle de l'immigration, limitation du nombre des immigrés dans les municipalités de gauche, etc. —, qui négocient en compères avec la Sonacotra et avec le gouvernement, sur le dos des travailleurs et de l'organisation qu'ils se sont donnée.

Contre cette violence anti-ouvrière, dont l'ampleur croissante répond à la capacité de lutte qu'il s'agit d'étouffer, la seule défense efficace est dans la lutte unie et résolue des travailleurs. C'est cette voie qu'ont prise les résidents des foyers Sonacotra en grève, et aussi des foyers ADEF et AFTAM qui sont toujours plus nombreux à s'y joindre. Les travailleurs immigrés, qui ont relevé le défi de la classe bourgeoise, en appellent à la solidarité de classe de tous les travailleurs. C'est cette solidarité agissante, militante, qu'il s'agit de mettre en œuvre. C'est une condition pour pouvoir se défendre plus efficacement aujourd'hui et pour forger dans la lutte la force qui, un jour, devra en finir avec la domination barbare de la bourgeoisie et de son système d'esclavage.

La belle grève des ouvriers du chantier nucléaire de Braud et Saint-Louis

La grève des ouvriers du chantier nucléaire de Braud et Saint-Louis (à 70 km de Bordeaux) est une de ces luttes qui se sont déroulées pendant la période électorale (36 jours de la fin février au début du mois d'avril) et ont dû combattre la bourgeoisie et le sabotage opportuniste dans le plus grand isolement.

Les revendications avancées par les travailleurs, dont les salaires sont sensiblement inférieurs à ceux des chantiers semblables d'autres régions, étaient : statut unique pour tous les ouvriers du chantier, 17 F en plus par jour pour les déplacements, 3 % d'augmentation des salaires et suppression des deux premiers échelons de chaque catégorie professionnelle (un ouvrier qualifié 2^e échelon gagnait moins de 2.000 F). L'exploitation forcée des travailleurs est encore renforcée par celle qui s'opère au travers des conditions de logement : pour ceux qui logent dans des foyers Sonacotra (des baraquements préfabriqués dépourvus de tout confort), les entreprises prélèvent d'office 360 F par mois sur le salaire, qu'ils y aient ou non logé tous les jours ; quant à ceux habitant dans des pensions, ils doivent affronter des dépenses qui varient entre 55 et 65 F par jour. Sur les 1.500 travailleurs employés dans le chantier, plus de 1.100, ceux des plus grosses entreprises, se sont mis en grève, et ce sont les travailleurs immigrés qui ont été encore une fois à la pointe du combat.

La bourgeoisie a essayé par tous les moyens de les intimider et de détruire leur lutte, en mobilisant les moyens de l'Etat : 23 travailleurs, pris au hasard, convoqués devant le juge pour atteinte à la liberté du travail ; les gardes mobiles intervenant et permettant d'évacuer les grosses machines ; des menaces concernant les papiers, et le refus de les remplir tant que la grève durerait. La CGT a prêté main-forte, en travaillant à isoler les travailleurs en lutte, au lieu de susciter autour d'eux une large solidarité.

C'est ainsi qu'elle a tout fait pour empêcher les ouvriers de se déplacer et de tisser des liens avec d'autres travailleurs, par la

trouperie, en faisant des promesses non tenues de collectes devant de grandes usines de la région, en enfermant les ouvriers dans le chantier, ne leur procurant même pas des cars pour la manifestation du 16 mars à Bordeaux. Dès le début de la grève, dans un tract daté du 3 mars, elle écrivait, après avoir repris démagogiquement les revendications des travailleurs : « Nous ne désirons qu'une chose : reprendre le travail le plus tôt possible, après de vraies négociations », avouant ainsi que celles-ci — et non la victoire — sont l'objectif qu'elle poursuit. Dans le même tract elle dénonçait le patronat parce que « cette grève coûte cher aux contribuables », que « le commerce local est victime du manque à gagner », et revendiquait « pour vivre mieux en travaillant ».

Rien d'étonnant par conséquent, si elle a signé le protocole d'accord final à l'insu des travailleurs et s'est évertuée à les diviser par des manœuvres visant à opposer les travailleurs entre eux et à casser le piquet de grève, manœuvres sans lesquelles il aurait été impossible de leur imposer le vote de la reprise du travail.

Malgré ce sabotage, les ouvriers ont réussi à arracher 6 % d'augmentation de salaire, 7 F d'augmentation des primes de déplacement, 300 F pour les jours de grève. Mais le véritable acquis est la détermination dont ils ont fait preuve en tenant des piquets de grève très durs, qui ont réussi à tenir en respect les gardes mobiles (qui ont dû renoncer à les forcer), c'est la magnifique solidarité des travailleurs immigrés envers les ouvriers locaux (lorsqu'ils ont refusé une augmentation des primes de déplacement si elles n'étaient pas étendues à ces derniers), et envers ceux qui avaient des enfants à charge, auxquels ils ont réservé en priorité le produit des collectes réalisées.

La bourgeoisie n'a pas tort de craindre de tels combattants. Une fois encore les ouvriers immigrés viennent de signer une page exemplaire de combativité et de solidarité ouvrières. Prolétaires, ne l'oubliez pas !

A la manifestation des hospitaliers du 11 avril à Paris, une révolte contre les bonzes

En grève depuis plusieurs semaines, les travailleurs hospitaliers de province luttent pour arracher la prime de 13 heures (*). Dans les sections syndicales aucune information ne circule. Chaque hôpital se retrouve pratiquement seul. L'ignorance règne sur le déroulement de la lutte. Poussées par une base combative, en particulier de la région du centre, les Fédérations syndicales ont été contraintes d'« appeler » à une journée nationale de grève.

Mille travailleurs de province (Orléans, Blois, Pithiviers, Romorantin...) y participèrent dans le but de rompre l'isolement, de centraliser et d'étendre le mouvement. Dans les hôpitaux parisiens, les sections syndicales CGT et CFDT n'ont même pas daigné appeler à la grève et à la manifestation. Il n'y avait qu'une centaine de travailleurs parisiens. Et les bonzes avaient tout prévu, un rassemblement en plein quartier bourgeois (ministère de la Santé), brisé toute tentative de prise de contact, tout débat et intervention entre travailleurs. Ils les firent tourner en rond autour des forces de l'ordre interdisant l'accès du ministère.

Une cinquantaine de travailleurs ne furent pas dupes du travail de sabotage de l'opportunisme. A plusieurs reprises, ils tentèrent de court-circuiter la manifestation pour imposer un meeting. Les bonzes coururent en tous sens. Ils les dénonçaient comme « flics » et « milice parmi les ouvriers ». A la fin de la manifestation, une centaine d'entre eux refusèrent le diktat des bonzes, celui du compte rendu de la rencontre syndicats — pouvoir public, et se regroupèrent instinctivement pour décider de la suite de la lutte : les directions syndicales ont été mises ouvertement en accusation.

Un camarade a pu intervenir pour combattre la démoralisation des travailleurs désorientés « prêts à refuser toute lutte à l'avenir » en saluant leur courage de s'opposer aux négociations des tables ron-

des et tapis verts, en revendiquant l'arme de classe : la grève sans préalable de durée. C'est sous les applaudissements qu'il a pu dénoncer le sabotage et la trahison de la journée d'action : l'absence de préparation de la grève et de la manifestation, de coordination et de centralisation. Dans de telles conditions, les bonzes CGT et CFDT auraient pu même réunir vingt mille travailleurs mais sans autre résultat que d'étouffer et d'enterrer la lutte. Redonnant le sens véritable d'une manifestation, dont le but est d'organiser et d'unir les travailleurs dans la lutte, mais également d'impulser un nouvel élan, de vitaliser la combativité et qui doit de préférence se dérouler en quartier ouvrier pour apporter la chaleur de la classe, le camarade a pu dénoncer comme criminelles les Fédérations qui imposaient un tel parcours en considérant les travailleurs comme simples « pantins » et « clowns » (vocabulaire des travailleurs combattifs).

Naturellement, il ne fallait pas compter sur l'Humanité du 12-4-78 pour informer de cet « incident ». Quant à Rouge du même jour, il indique dans son esprit conciliateur « que dans la plus grande confusion, deux groupes différents se formèrent ». En réalité, il n'y a pas eu un seul instant d'hésitation, ni de confusion parmi ces travailleurs : la journée du 11 était bel et bien sabotée. La « Taupe Rouge - Santé » (suppl. 622) distribuée sur le lieu de la manifestation appelait le PC et le PS à tirer les « leçons » et

(suite page 5)

(*) Les « 13 heures » sont une prime accordée à certaines catégories des hospitaliers parisiens par suite de la diminution du temps de travail avec maintien du salaire après mai 1968, temps de travail qui était de 48 heures pour l'A.P. et de 45 heures pour la province, soit 13 heures supplémentaires par mois pour les parisiens qui leur sont payées sous forme de prime. Avancer la prime des 13 heures pour tous découle donc du principe : « à travail égal salaire égal ».

Dans les syndicats, le ménage continue

Chaque saison amène sa vague de répression dans les syndicats. Pour faire le ménage, les bonzes ne tombent pas dans d'inefficaces querelles de chapelle. CFDT ou CGT, ils sont tous d'accord sur une chose : imposer la paix sociale par tous les moyens. Aussi partout où un secteur a démontré quelque combativité, la chasse est ouverte : les bureaucrates à l'affût attendent le moment propice pour effectuer leur sale besogne.

Récemment, il y a eu la suspension de l'Union Départementale du Rhône qui après celle de la Gironde est accusée du crime sans nom de « paralysie » ! En réalité elle a osé trafiquer avec les comités de soldats, même sur la base la plus

démocratique, légaliste et opportuniste qui soit. Mais il y a des choses auxquelles on ne touche pas ! Il y a eu aussi l'exclusion de la section de la BNP-Paris qui s'était illustrée par sa combativité lors de la grande grève des banques il y a deux ans.

La CGT ne saurait être en reste. Nous publions ci-dessous le tract diffusé sur les usines d'Angers par la section CGT des fonderies de l'Authion que la Bourse du Travail cherche à confiner dans un ghetto hermétique (voir *Le Prolétaire* n° 246 et 248).

Notre solidarité sans partage va à tous les prolétaires qui combattent le capitalisme et ses valets réformistes.

Attaques contre la section CGT des Fonderies de l'Authion

Depuis le mois de janvier 1978 la Bourse refuse de nous donner les timbres et les cartes CGT.

Nous, section syndicale CGT des Fonderies de l'Authion, nous refusons cette tentative d'exclusion.

Pourquoi veut-on nous exclure ?

Parce que nous avons vraiment défendu nos intérêts :

En mai 1977 nous avons fait la grève pendant quatre semaines pour une augmenta-

tion de salaire et la 5^e semaine de congés. Nous nous sommes battus avec les armes de la classe ouvrière ; la force contre le patron, piquets de grève, et nous avons appelé tous les travailleurs à la solidarité : pour les collectes et pour les piquets.

Et c'est tout ça qui n'a pas plu aux dirigeants de la Bourse.

Ils n'ont apporté aucun soutien à notre lutte : refus de tirer notre tract d'appel à la solidarité ; le jour du 24 mai, au meeting,

refus d'appeler tous les travailleurs à la solidarité, nous avons dû prendre le micro de force à Plouzin, permanent CGT. Et après trois semaines de lutte, de piquets, de collectes aux portes des usines et sur les marchés, que nous avons organisés nous-mêmes, quand les dirigeants sont venus de la Bourse d'Angers, ils ont cherché à nous démoraliser et ont reproché à des travailleurs d'autres usines d'être venus nous soutenir. Et nous les avons chassés. Dans les journaux mêmes, ils ont dénigré notre lutte en nous traitant de gauchistes.

En fait, ce qui a gêné tous ces beaux parleurs, c'est que nous nous sommes vraiment battus. Nous n'avons pas passé des heures à « négocier ». Nous avons lutté. Nous avons cherché à employer *notre force*. Et nous avons gagné.

Depuis, les manœuvres des dirigeants CGT pour nous diviser n'ont pas arrêté. Ils ont tiré dans les pattes du délégué, mais nous sommes restés unis (une section de 31 syndiqués sur un total de 60 salariés).

En octobre, six d'entre nous ont participé au congrès de l'UL CGT de Trélazé : les dirigeants parlaient de timbres et de VO, nous avons parlé de luttes et d'unité des ouvriers contre les patrons.

Et aujourd'hui, on nous fait un chantage : « Retirez ce que vous avez dit, et on vous donne les cartes ».

Mais c'est impossible, pas question de faire un trait sur notre lutte, d'abandonner nos méthodes et de baisser les bras.

On veut nous exclure de la CGT pour fait de grève !

Mais qui devrait être exclu ?

Tous ceux qui passent leur temps à discuter avec les patrons, ceux qui vont de commissions en commissions mais qui ont peur de la lutte (pour le congrès, l'UL-CGT avait fait un gros dossier où il n'y avait même pas une ligne sur les grèves !).

Nous nous sommes battus pour défendre nos intérêts avec nos méthodes de classe.

Nous appelons tous les travailleurs qui savent que les patrons ne cèdent pas si nous ne luttons pas, tous les travailleurs qui refusent de tirer dans le dos des grévistes, à nous soutenir contre cette tentative d'exclusion.

Travailleurs, parlez de nous autour de vous, en réunion syndicale, dans les ateliers.

Venez nous voir aux Fonderies de l'Authion (nous sortons à 16 h 30) aux Ponts-de-Cé — chômage technique le vendredi —

Allez gueuler à la Bourse pour exiger qu'on ait nos cartes et nos timbres.

La section syndicale CGT des Fonderies de l'Authion.

On a appris le 22 février par le patron que les dirigeants de la Bourse de Trélazé ont exclu notre délégué. Sans qu'on le sache, le 12 janvier, ils ont envoyé une lettre au patron pour le prévenir. On voit bien qu'il s'entend avec les patrons dans le dos des travailleurs.

Des instituteurs « en formation » ruent dans les brancards de l'administration

Depuis plusieurs mois, de nombreuses luttes d'instituteurs « en formation » sont venues secouer la quiétude studieuse des écoles normales.

Ce mouvement s'est matérialisé par de nombreuses grèves, et occupations de locaux dans plusieurs académies. Malgré le sabotage minutieux et ouvert de la lutte, perpétré par les diverses instances du SNI, les travailleurs ont réussi à développer le mouvement à l'échelle nationale en posant les bases d'une certaine centralisation des différentes écoles, en particulier en établissant dans des réunions de coordination une plate-forme revendicative homogène.

Toutes ces luttes trouvent leur dénominateur commun dans le souci de surmonter les divisions catégorielles savamment entretenues par l'administration, à grand renfort d'exams professionnels, de « contrôles pédagogiques », d'inspections, etc.

En particulier, les élèves des écoles normales revendiquent 5 heures par mois prises sur leur temps de travail pour pouvoir se rencontrer et s'organiser, et exigent d'autre part la suppression de l'examen de fin d'études (qui dure 2 ans). Cet examen est perçu avec juste raison par de très nombreux travailleurs comme une arme de division supplémentaire aux mains de la direction, qui s'appuie sur la sélection pour opposer titulaires, élèves-maîtres et auxiliaires.

D'autre part, il s'agit aussi pour l'administration d'anesthésier ces travailleurs en dévotant la révolte contre leur exploitation sur le terrain piégé de la défense des « impératifs pédagogiques », comme si cette pédagogie n'avait pas comme rôle unique de tendre toujours davantage à préparer les jeunes prolétaires à se soumettre aux intérêts et à l'idéologie de leurs exploiters bourgeois.

C'est précisément avec ce souci d'arracher les travailleurs aux illusions petites bourgeoises véhiculées par les tenants de la « formation professionnelle » et « pédagogique » que nos camarades sont intervenus durant les trois semaines qu'a duré la grève de l'Ecole Normale de garçons de Rouen.

Les normaliens de Rouen ont déjà mené fin 77 une belle lutte pour imposer la réintégration de quatre d'entre eux, exclus de l'administration pour l'exemple. Sous le fallacieux prétexte d'insuffisance pédagogique, l'administration tentait de se débarrasser d'éléments combattifs qui s'insurgeaient contre ses méthodes d'exploitation. La direction du SNI applaudit des deux mains à cette exclusion d'éléments troubles « fainéants » (sic !).

Seuls plusieurs jours de grève parvinrent à faire céder l'inspection académique.

Début mars, la lutte franchit un nouveau pas. Les travailleurs, dont la situation est très précaire, ont cherché à s'organiser pour défendre leurs revendications. L'administration a voulu les intimider en interdisant ou en fliquant leurs réunions. La grève avec occupation fut donc décidée pour défendre les droits d'organisation et de réunion les plus élémentaires ; nos camarades sont intervenus dans la lutte pour l'étendre et renforcer l'unification nécessaire de toutes les catégories. Ils ont encouragé les travailleurs à faire un travail de liaison avec les titulaires et les auxiliaires, montrant aux uns et aux autres l'intérêt que l'Etat a à les opposer pour les affaiblir tous. Ils ont en particulier mis en avant le mot d'ordre unificateur de *Titularisation immédiate et sans conditions des auxiliaires*.

Ils ont aussi montré aux travailleurs le caractère général et non local de la lutte, d'où la nécessité de renforcer les liens avec les écoles les plus proches (Evreux, Caen), d'autant plus que ce n'est qu'après plusieurs mois de luttes éparpillées à l'échelle nationale que se sont tenues les premières coordinations.

Enfin, nos camarades ont dû impulser une bataille en règle contre l'appareil bureaucratique du SNI. Ce dernier s'est conduit comme l'a dénoncé dans un tract la section SGEN de l'Ecole Normale de garçons de Rouen comme un « véritable agent de l'Etat » dans les rangs des travailleurs en lutte.

Les bureaucraties syndicales ont déployé un zèle infatigable pour dénoncer les méthodes de lutte directe et collective employées par les travailleurs. D'autre part, ils ont tenté constamment de « négocier » avec la direction par-dessus la tête des grévistes, en dénaturant totalement le caractère unificateur et de classe de leur plate-forme revendicative.

Ce qui prouve donc encore une fois cette grève, comme les mois de lutte qui l'ont précédée, c'est la nécessité pour les travailleurs d'apprendre patiemment à forger leur unité dans la lutte, à dépasser dans l'organisation collective les divisions artificielles que la bourgeoisie suscite dans leurs rangs. Elle prouve enfin que, sans combattre pied à pied l'influence désorganisatrice de l'opportunisme syndical « adorateur des luttes propres et aseptisées » comme le décrit le tract cité plus haut, les travailleurs ne pourraient jamais prendre appui sur la défense nécessaire de leurs exigences élémentaires de classe pour construire résolument, dans la lutte ouverte, leur force de classe organisée.

La mascarade de l'« ouverture sociale »

Comme on le savait déjà, Barre n'a rien à donner. Après comme avant l'« ouverture sociale », les prolétaires auront les mains vides. Le programme est le suivant, selon *Le Matin* du 18/4 : « maintien de la politique de rigueur économique » et « libération progressive des prix industriels ». Mais on sait déjà qu'à l'attaque ouverte du pouvoir d'achat avec blocage des salaires et réforme de la Sécurité Sociale, le patronat veut ajourner l'accentuation de l'exploitation grâce à l'« aménagement » du temps de travail.

Ce que demande Barre aux syndicats, c'est donc de l'aider à mettre sur pied la méthode la plus astucieuse pour serrer ce tour de vis supplémentaire, moyennant quelques miettes localisées qui devront être, comme le déclare Fourcade dans *Les Echos* du 18/4, compensées par un accroissement de la pression fiscale : ce qu'on donnera ainsi aux secteurs remués pour les faire tenir tranquilles, grâce à la politique du SMIC (porté à 1.850 ou 1.900 F au 1^{er} juillet...) et des négociations par branche et par entreprise, on le prendra uniformément à l'ensemble de la classe ouvrière. Joles et délices du réformisme !

Maire et Henry sont satisfaits que les maîtres leur parlent enfin, et heureux de se sentir écoutés « après une longue période de blocage qui devenait dangereuse », selon les termes communs des « partenaires sociaux ».

Seule la CGT feint maintenant de prendre du recul par rapport à cette « description », mais c'est pour préparer le moment où elle fera la même chose que les autres, mais, comme il sied à la tradition de la vieille dame, avec passion.

A la manifestation des hospitaliers du 11 avril

(suite de la page 4)

L'« expérience » de la grève, « à se mobiliser aux côtés des travailleurs » cachant ainsi le rôle de pompier social de l'opportunisme, et revalorisant le terrible moyen de pression que constituent les députés de gauche en posant cette question : « Pourquoi leurs parlementaires qui se sont déclarés d'accord avec nos revendications ne sont-ils pas là aujourd'hui, pour imposer l'ouverture immédiate de négociations ? Ce serait un bon moyen de prouver la démagogie du RPR qui lui aussi a dit qu'il était d'accord avec les 13 heures. » Courte mémoire ! Les revendications avancées par l'opportunisme ne seraient pas démagogiques. Le PC n'était-il pas pour la semaine de 48 heures en

1938 et ne réduisait-il pas pour des raisons économiques le salaire minimum à 70.000 anciens francs qu'il avait fixé auparavant à 103.000 anciens francs ?

Après la manifestation, la centaine de travailleurs continuant le meeting, et une fois que les bonzes se furent éclipsés, la police put intervenir pour nettoyer la place et c'est au chant de l'Internationale qu'ils furent chassés. La saine réaction instinctive de ces travailleurs, aujourd'hui encore isolés sur un dur terrain, est pour nous le signe avant-coureur que le prolétariat se réveillera de la léthargie où la contre-révolution l'a conduit, mais un tel réveil ne se fera pas sans douleurs, il fera la peau à tous les opportunistes, classique et centriste.

Brochures

« Le Prolétaire »

- Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (4 F)
- La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (*)
- Postiers en lutte (5 F)

Commandes au « Prolétaire »

(*) Disponible en français et en arabe.

Permanence

du groupe syndical PTT

Une permanence syndicale à l'intention des postiers est désormais organisée à Paris, un mercredi sur deux, de 15 à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris 13^e, à partir du 12 avril. Les prochaines sont donc prévues le 26 avril, le 10 mai, le 24 mai, et ainsi de suite.

Y sont invités tous les camarades qui veulent discuter de nos positions, mais aussi ceux qui, bien que n'étant pas entièrement d'accord avec nos positions dans la lutte syndicale, sentent malgré tout la nécessité d'un échange d'information sur les luttes des divers centres et services.

La législation « antiterroriste » en Allemagne et en Italie

Pour justifier les récentes mesures qui, dans toute l'Europe, renforcent la police et son action, la bourgeoisie met en avant la « sécurité des citoyens », la lutte contre les atteintes aux « biens et aux personnes » et contre une violence dont elle prétend pourchasser les « responsables », alors que celle-ci est en fait engendrée inexorablement par la société capitaliste.

En réalité, tout ce déploiement répressif vise un but bien précis : répandre matériellement le sentiment de la toute-puissance de l'ordre bourgeois, intimider et terroriser les classes subalternes, et en particulier le prolétariat, pour étouffer dans l'œuf la moindre velléité de bouger et faire apparaître préventivement la perspective de la lutte révolutionnaire comme une folie suicidaire.

De la même façon, les réformes de procédure ou les « lois d'exception » qui deviennent de plus en plus la norme, visent plus loin que la répression de la criminalité ou de la violence politique actuelle, pratiquée par des franges extrêmement réduites et qui n'a qu'une faible incidence sur le tissu social.

Il est significatif d'ailleurs que, alors que la bourgeoisie présente les terroristes comme une « poignée » d'individus, isolés et coupés du bon peuple, elle bouleverse pour les combattre des bases fondamentales de son droit : les lois du 16 février 1978 en Allemagne aussi bien que celles votées en Italie en été 77 (six mois avant l'enlèvement d'Aldo Moro, quelle présidence, n'est-ce pas ?) reviennent à abolir la notion même des « garanties de la défense » chères à la démocratie, tandis que tout un chacun peut désormais être traité comme un « criminel » virtuel.

C'est que, par delà les « désordres » actuels, la bourgeoisie craint que la crise économique et sociale ne finisse par pousser à la rébellion la seule force qui, si elle est organisée, peut mettre sérieusement en danger sa domination : le prolétariat. C'est contre cette menace qu'elle sent, à terme, inexorable, que la bourgeoisie essaye de rendre plus souple et plus rapide le fonctionnement de son appareil de domination, notamment par les réformes de procédure qui visent à court-circuiter la lourde bureaucratie de l'administration et les aller-retours entre le judiciaire, le policier et l'administratif.

Le Monde Diplomatique de mars donne un aperçu des lois « antiterroristes » votées le 16 février à Bonn à une voix (!) de majorité. Ces lois élargissent la compétence de la police et alignent finalement les textes juridiques sur les pratiques policières déjà mises en application, ce qui confirme que ce n'est pas le Droit qui crée la procédure, mais qu'il ne fait que la codifier et la « justifier ». Ainsi, c'est tout à fait légalement que la police peut maintenant établir sur les routes et dans les lieux publics des contrôles, vérifier les identités et fouiller les affaires. Le droit de fouille des affaires personnelles s'applique à tout le monde, et pas aux seuls « suspects », et la police peut garder à vue pendant douze heures celui qui ne peut justifier de son identité. Quant au droit de perquisition, il s'étend maintenant à tout un immeuble si la résidence exacte d'un « terroriste » n'a pas pu être déterminée. Par ailleurs, les nouvelles dispositions facilitent encore l'exclusion des avocats soupçonnés d'un « abus de contact ». La démocratie rejette ici un des derniers voiles par lesquels elle prétendait se distinguer du « totalitarisme fasciste », puisqu'elle ne tolère même plus que les avocats sympathisent avec leurs clients : ils doivent être des collaborateurs du procureur.

Des lois analogues ont, en substance, été votées en Italie dès l'été dernier. Il faut rappeler tout d'abord que, malgré la « grande victoire démocratique » de 1945, le code fasciste n'y a jamais été aboli. Il a même été renforcé par les réformes successives de la procédure. Voyons les mesures récentes.

Arrestations préventives, garde à vue : La loi du 29-9-77 autorise la police à procéder à une arrestation lorsqu'existent « des indices sérieux de la préparation de délits de subversion politique ». Jusqu'à présent, l'arrestation était prévue en cas de « présomption de projet de fuite » d'une personne soupçonnée d'avoir commis un crime ; maintenant il suffit qu'on soupçonne quelqu'un de préparer un crime.

L'arrestation doit être validée avant 96 heures ; après en avoir informé le procureur de la république, l'officier de police ou le procureur peut procéder à l'interrogatoire « même en absence de

défenseur ». Cet interrogatoire ne donne pas lieu à un procès-verbal, sauf si l'avocat est présent ou si « douze heures après avoir été avisé, il ne s'est pas présenté ». Bref, on peut rester quatre jours en garde à vue, entièrement livré à la police.

La loi 533 du 8-8-77 prévoit aussi l'arrestation de celui qui « sans motif valable » utilise des casques de protection et autres moyens « aptes d'une façon ou d'une autre à rendre la personne difficilement reconnaissable, dans un lieu public ou ouvert au public », et non plus seulement dans les manifestations, comme c'était le cas avant. En somme, il suffit qu'un flic trouve qu'il ne fait pas assez froid pour mettre « valablement » l'écharpe sur la bouche, et on se trouve bouclé !

Perquisitions, écoutes, séquestres : La même loi du 8-8-77 dit : « Le juge, lors de l'instruction d'un crime impliquant des armes, ou d'autres délits graves, met toujours sous séquestre les sièges des unions, des associations ou groupes où on a trouvé des armes à feu, des explosifs ou du matériel incendiaire, ou qui sont en rapport avec le crime. » Soi-disant contre les bandes fascistes... Cause toujours.

Ensuite, selon la loi du 20-9-77, « dans les cas exceptionnels de nécessité et d'urgence, les officiers et agents de police judiciaire (et de la force publique) peuvent procéder à la perquisition des lieux où se rencontrent des personnes soupçonnées de préparation de délits de subversion » sans attendre l'autorisation du magistrat. Elle établit aussi que « l'autorisation d'écoutes téléphoniques peut être donnée même oralement ». De plus, elle permet d'utiliser les renseignements recueillis lors d'une écoute pour des poursuites différentes de celle ayant motivé l'écoute, ce qui était interdit jusqu'ici. Toutes les limitations introduites précédemment à la suite d'abus sont ainsi levées. Certes, elles n'empêchaient pas les abus, mais ceux-ci devenaient maintenant la règle.

Le même décret-loi autorise la police à conduire dans ses locaux et à détenir 24 heures les personnes refusant de donner leur identité, ou qu'on peut « légitimement soupçonner » de fausse déclaration d'identité ou de présentation de faux papiers. On ne peut pas aller plus loin :

même celui qui n'a rien fait, qu'on ne soupçonne pas d'avoir commis un crime ou délit ni même d'en préparer, qui présente sagement les pièces d'identité demandées, eh bien on peut quand même le garder 24 heures, parce qu'un flic soupçonne qu'il a de faux papiers !

D'autres lois adoptées cet été ont un caractère plus strictement répressif. Ainsi le temps de prison préventive, limité par une loi de 1970, redevient illimité. Des prisons « spéciales » ont été instituées pour isoler les détenus jugés les plus dangereux. La police « peut » désormais utiliser ses armes sans limites, alors que le code fasciste stipulait qu'elle devait pour cela être en état de « légitime défense ». De nouveaux services secrets ont été institués avec pour tâche, notamment, de « s'infiltrer » dans les organisations « terroristes » (Corriere della Sera du 23-01-78).

★

Face au renforcement de l'arsenal légal de l'Etat, qui montre clairement dans la démocratie « issue de la Résistance » l'héritière et la continuateur du fascisme, il est vain de crier aux « droits » bafoués. D'abord, il est clair qu'une bonne partie de ce qui devient maintenant « légal » se pratiquait déjà avant sans problème. Les fameux « droits démocratiques », l'habeas corpus, les droits de la défense, la présomption d'innocence, l'inviolabilité du domicile, etc., ne constituent nullement un rempart contre la répression, mais bien plutôt une énorme mystification qui donne à la répression une apparence d'objectivité et d'impartialité.

Ensuite, les lamentations des démocrates et autres humanistes devant les atteintes à la liberté ou aux « droits imprescriptibles de la personne humaine » sont totalement impuissantes à empêcher l'évolution de l'appareil d'Etat bourgeois qui, devant la crise sociale montante et les conflits de classe qui s'annoncent, prépare sa défense.

Le prolétariat, lui, doit tirer du renforcement du « blindage » des Etats bourgeois, une invitation à se libérer de toutes les illusions démocratiques, à renforcer sa haine de classe et à se préparer, lui aussi, aux luttes plus larges de demain, où il devra relever victorieusement le défi de l'ennemi de classe.

Dans la tourmente démocratique en Italie

● L'exclusion de nos camarades d'Ivrea de la CGIL

Après la longue campagne menée sur le ton du scandale contre nos camarades délégués d'atelier à l'Olivetti, la F.L.M. (Federazione dei Lavoratori Metalmeccanici, union des trois syndicats C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L. de la métallurgie) a enfin décidé, sans les nommer, de les exclure avec la résolution qui suit :

« Les membres de la Direction Provinciale F.L.M. (intermédiaire entre nos UR et nos UD), réunis en assemblée, ont discuté de la position des délégués du Conseil d'Usine Olivetti qui ont pris des positions inconciliables avec les principes fondamentaux dont s'inspire l'action et la politique du syndicat. Ceux-ci ont en effet refusé de reconnaître que les institutions conquises par la Résistance doivent être défendues contre le péril fasciste et que, pour cette raison, il est nécessaire de condamner explicitement et fermement le terrorisme qui, en Italie, représente aujourd'hui un instrument que la réaction utilise pour mettre en péril les institutions démocratiques et les libertés constitutionnelles. De telles positions se sont manifestées à travers le refus d'approuver une résolution politique qui avait été soumise au débat à l'intérieur de leur structure de base.

« Le bureau de la F.L.M. réaffirme que quiconque est en désaccord avec les principes contenus dans cette résolution doit

être exclu de la F.L.M. Il invite l'exécutif des Conseils d'usine intéressés à tenir des assemblées dans les sections syndicales pour la réélection des délégués. Dans chaque cas, l'exclusion de la F.L.M. implique (comme d'ailleurs l'indique la réglementation provinciale sur les délégués d'usine) la cessation du droit aux heures de disponibilité reconnues aux membres des Conseils d'usine ».

Ainsi il est formellement démontré et reconnu que ce syndicat soi-disant ouvrier ne s'inspire plus des principes de la lutte de classe mais de ceux du respect et de la défense à couteaux tirés des institutions démocratiques ; 2) que quiconque, et de quelque manière que ce soit, ne respecte pas ces institutions, est considéré par lui comme « fasciste » (les partis de l'Internationale Communiste étaient donc fascistes !); 3) que, élus ou non par les ouvriers, les délégués d'usine devront être au service de ces institutions, ou bien seront mis dehors (et tant pis pour la démocratie !). Merci MM. de la F.L.M. : vous nous faites trop d'honneur !

★

La résolution d'exclusion de nos camarades date du 9 mars, soit une semaine avant la vaste campagne de masse de la

bourgeoisie pour la défense de la démocratie lancée à l'occasion de l'enlèvement d'Aldo Moro.

Depuis les bonzes se sont encore enhardis. Désormais, comme l'a déclaré Luciano Lama, le Séguy d'outre-Alpes, secrétaire de la C.G.I.L., « ceux qui partagent le slogan « Ni avec l'Etat ni avec les brigades rouges » ne peuvent faire partie du syndicat unique : ou ils s'en vont ou il faut les mettre dehors. Entre la violence et nous, entre les brigades rouges et la classe ouvrière, il doit y avoir le même fossé politique et idéologique qu'il y avait entre les partisans et les brigades noires ». (Voir Le Monde des 9-10/4/78).

Ainsi même l'extrême gauche qui a pourtant donné des gages de sa bonne volonté démocratique en appelant à manifester contre le terrorisme est encore accusée de ne pas se soumettre assez complètement à l'Etat. Il faut non seule-

● Le Parti face à l'hystérie antiterroriste

La réponse de nos sections d'Italie à la grève de solidarité avec l'Etat bourgeois et à la campagne virulente qui l'a accompagnée a été véritablement unitaire, même si elle a été entièrement isolée par le chœur unanime de presque toutes les organisations politiques.

Ainsi, la section de Bolzano a distribué un tract, analogue par son contenu à celui distribué à Milan, où on souligne la fausseté de l'idée que la société capi-

ment être contre le terrorisme, il faut être pour l'Etat bourgeois.

Le même Lama avait déjà affirmé, avec la plus extrême clarté : « Je sais que les criminels sont peu, très peu, mais aussi que sont plus nombreux ceux qui savent et ont vu quelque chose. Eh bien ces amis, ces camarades, ces citoyens, ne peuvent se laisser aller à la peur, et pire encore à l'indifférence. L'indifférence aujourd'hui est le pire ennemi » (L'Unità du 18-3-78).

Aujourd'hui, c'est la démocratie qui prend le fameux « qui n'est pas avec nous est contre nous ! » mais pour la conservation de l'ordre établi !

Les antagonismes de classes sont devenus tels que dans la lutte des classes, aucune voie moyenne, aucun compromis ne sont possibles. Il est grand temps que la classe ouvrière retrouve cette vérité pour son propre compte !

taliste, qui se base sur l'exploitation et qui jette sur le pavé des millions de chômeurs, puisse être une société pacifique : la plus grande violence est précisément celle qui découle de l'intérêt de l'économie nationale. Et c'est à cette violence que l'Etat bourgeois ajoute la sienne en la renforçant, cet Etat « qui reçoit avec gratitude tout signe de solidarité

(suite page 8)

Critique du romantisme terroriste

Nous avons consacré dans *Le Prolétaire* n° 264 un article à l'idéologie des Brigades Rouges en Italie. Comme nous l'avons montré à plusieurs reprises, le développement du terrorisme de type RAF ou BR apparaît comme un phénomène inévitable de réaction à l'oppression toujours plus étouffante du capitalisme et de l'Etat, ainsi qu'à la soumission totale des partis « ouvriers » à l'Etat bourgeois.

Naturellement, si une telle réaction est un signe de l'urgence de la lutte prolétarienne, elle n'en est précisément qu'un signe. En effet, en tant que théorie, elle lui tourne le dos, et le communisme véritable doit combattre le « terrorisme excitatif », comme il combat tout opportunisme.

Certes, celui-ci est d'un type différent de l'opportunisme réformiste et centriste, dans la mesure où il n'hésite pas, lui, à passer à la lutte ouverte, mais la critique en est d'autant plus impérieuse qu'il influence justement des éléments sincèrement révoltés contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, ce qui est une condition du militantisme communiste.

Le problème est de pouvoir faire la critique théorique et politique du romantisme terroriste sans renoncer à tout terrorisme et sans mettre des limites à l'utilisation de la violence révolutionnaire, comme l'a fait ces derniers mois l'ensemble des groupes d'extrême-gauche qui ont trouvé dans l'action terroriste, la prise d'otages, l'attaque de banques ou l'exécution de capitalistes et de flics, des actes soi-disant étrangers par nature au mouvement ouvrier.

Naturellement, si le communisme ne peut renoncer par principe à la violence ou y introduire des limitations pour des raisons morales, s'il en revendique par conséquent l'utilisation révolutionnaire, il ne se fait nullement le champion de l'action violente et terroriste n'importe où et à n'importe quel moment. Il relie la violence et le terrorisme, comme toute méthode de lutte, non à des critères moraux, mais à l'objectif du renforcement du mouvement prolétarien et de sa lutte.

Comme l'écrit Trotsky dans *Leur morale et la nôtre*: « Le terrorisme individuel est-il ou non admissible du point de vue de la morale « pure » ? Sous cette forme abstraite, la question est pour nous tout à fait vaine. Les bourgeois conservateurs suisses décernent encore des éloges officiels au terroriste Guillaume Tell. Nos sympathies vont sans réserves aux terroristes irlandais, russes, polonais, hindous, combattant un joug politique et national. Kirov, satrape brutal, ne suscite en nous aucune compassion. Nous ne demeurons neutres à l'égard de celui qui l'a tué que parce que nous ignorons ses mobiles. Si nous apprenions que Nikolaev a frappé consciemment dans le dessein de venger les ouvriers dont Kirov piétinait les droits, nos sympathies iraient sans réserves au terroriste. Mais ce qui décide à nos yeux ce n'est pas le mobile subjectif, c'est l'utilité objective. Tel moyen peut-il nous mener au but ? Pour le terrorisme individuel, la théorie et l'expérience attestent le contraire. Nous disons au terroriste : il n'est pas possible de remplacer les masses ; ton héroïsme ne trouverait à s'appliquer utilement qu'au sein d'un mouvement de masse.

Dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel. Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on doute que cet acte puisse susciter l'indignation morale, même chez les eunuques de la démocratie. En temps de guerre civile un acte de ce genre serait politiquement utile. Ainsi dans la question la plus grave, celle de l'homicide, les règles morales sont tout à fait inopérantes. Le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique, par les nécessités intérieures de la lutte ».

Il va sans dire que notre critique n'a donc rien à voir avec celle de toutes les marionnettes, même d'« extrême gauche », même se réclamant du « trotskysme », qui n'ont trouvé dans la mobi-

lisation bourgeoise contre le terrorisme qu'un prétexte à hurler avec les loups. Nous pensons même que nous sommes les seuls à pouvoir faire cette critique du romantisme terroriste justement parce que nous sommes les seuls nous réclamant du marxisme à continuer à revendiquer à contre-courant et sans réserves les armes de la violence de la dictature et de la terreur, comme nous l'avons fait, notamment à travers notre presse et nos réunions publiques, au plus fort de l'hystérie antiterroriste de ces derniers mois.

Notre critique du terrorisme n'a rien de nouveau. Elle est au fond la même que celle que Lénine faisait dans *Que faire ?* du « terrorisme excitatif », dont il montrait qu'il n'était que l'autre face de l'opportunisme économiste.

Si le terrorisme de type RAF ou BR, ou même celui des groupes « autonomes », manifeste une réaction à la trajectoire suiviste des groupes spontanistes soixante-huitards, il reste fondamentalement sur le même terrain spon-tanéiste.

Une première constatation que nous devons faire est que précisément l'« extrême gauche » pacifiste, électoraliste et les groupes terroristes sont issus d'un même tronc : de courants politiques nés en Europe occidentale en opposition à la dégénérescence de l'opportunisme au milieu des années soixante mais qui n'ont pas été capables de tirer un bilan du stalinisme et de la contre-révolution mondiale. Ces groupes, issus d'une certaine « intelligentsia » n'ont pas su se débarrasser du démocratisation petit bourgeois et l'ont même cultivé. Cependant cette tare originelle, accompagnée d'un vellétarisme jamais démenti et d'un véritable culte de la phrase révolutionnaire ne pouvait persister, surtout après le reflux suivant les « années chaudes » de 68-69 sans que les éléments les plus sains, c'est-à-dire les plus combattifs, ceux qui portaient en eux une véritable haine de l'ordre bourgeois et de l'impérialisme ne s'en dégagent, malheureusement dans de mauvaises conditions.

C'est ainsi qu'avant de devenir la « théoricienne » de la RAF, Ulrike Meinhof fut très active dans le mouvement étudiant allemand en 1967-68 et collabora à *Konkret* (hebdomadaire d'« extrême gauche ») pour rompre ensuite avec cette activité et en constater toute l'hypocrisie et l'impuissance. Pour elle et ses camarades, la haine révolutionnaire ne pouvait déboucher que sur l'action armée immédiate, même en dehors des conditions de son efficacité et de son succès.

La véritable question qui se pose à nous est donc de déterminer pour quelles raisons cela leur semblait la seule possibilité, à tel point qu'ils en firent le critère fondamental de la « volonté révolutionnaire », posant d'ailleurs la question en termes de choix individuel (prenons ou non le fusil) et non en termes historiques (de quelle façon le prolétariat peut-il s'organiser pour en finir avec la bourgeoisie ?). Force est de constater que ces raisons sont intimement liées à la situation difficile que connaît aujourd'hui le prolétariat. C'est sa « résignation » apparente, l'absence d'un véritable parti communiste marxiste qui poussèrent ces éléments à « réinventer » ce qui n'est autre que le *blanquisme* et à avancer des théories qui n'ont rien à voir avec le marxisme même si elles en utilisent le langage.

Le passé gauchiste de tous ces partisans de la « guérilla urbaine au sein de la métropole impérialiste » resurgit d'ailleurs au travers de leurs positions. Le fait, par exemple pour la RAF, de considérer l'impérialisme comme un « mal » à abattre, selon une vision en quelque sorte morale de la lutte des classes, l'assimilation de celle-ci à la lutte contre le « fascisme », lutte qui permettrait d'« unifier le peuple » en général, le tiers-mondisme, le fait aussi de réduire l'ennemi à l'impérialisme américain en ne considérant la bourgeoisie allemande que comme un sous-fifre (ce qui permet au nationalisme de refaire surface, et en reconnaissant même à l'URSS une fonction « progressiste ») sont autant de manifestations de cette résurgence.

Ces groupes n'échappent pas eux non plus à l'immédiatisme. Ils n'ont en fait pas compris le mouvement prolétarien et communiste, ses échecs et les conditions de sa victoire demain. Ils partent d'une analyse qui n'utilise pas le marxisme comme science et qui ne peut donc expliquer le passé, le présent et le futur de la lutte prolétarienne sans céder à une simple constatation de la réalité vécue par les militants. Ils sont au contraire fortement impressionnés par cette réalité, encore fondamentalement contre-révolutionnaire, et expriment plutôt un mouvement désespéré contre le capital alors que l'opportunisme, lui, représente la résignation. Sans aucun doute ces positions sont le reflet du désastre contre-révolutionnaire qui a condamné le prolétariat pendant toute une époque à subir l'exploitation capitaliste sans broncher, à laisser les mouvements de libération nationale se battre seuls contre l'impérialisme, détruisant ainsi toute possibilité de transcendance de ces révolutions bourgeoises en révolutions prolétariennes. Aujourd'hui, la classe ouvrière réapprend à peine à utiliser ses armes spécifiques, ici et là apparaissent quelques lueurs de lutte prolétarienne : l'impérialisme, qui a subi la plus grande dépression économique depuis la dernière guerre mondiale, ne détient plus les mêmes possibilités d'acheter une partie importante de la classe ouvrière et d'illusionner les grandes masses prolétariennes sur sa prospérité éternelle. L'édifice bourgeois commence à se fissurer et c'est précisément au niveau des classes intermédiaires que les craquements sont les plus perceptibles, là où le dispositif de sécurité (et avant tout l'opportunisme) est le plus faible.

Mais nous serions complètement aveugles si nous n'étions pas capables de comprendre que la courbe de la lutte révolutionnaire et même la courbe de la simple lutte économique retardent, et de beaucoup, sur celle de la crise du système capitaliste. Encore une fois la réalité précède la conscience et les étincelles de lutte prolétarienne comme le jaillissement des révoltes de petits groupes de terroristes héroïques qui prétendent accélérer le processus historique ne doivent pas cacher les formidables progrès qui doivent être accomplis pour « mettre en phase » ces deux courbes. Les éléments les plus conséquents parmi les terroristes, rebelles de l'ordre bourgeois, défendent d'ailleurs la thèse du « parti combattant », se réclament du « programme communiste » et prétendent que l'action armée et son « caractère exemplaire » devraient permettre la constitution du parti. Les autres domaines dans lesquels les révolutionnaires interviennent — comme par exemple les luttes économiques — leur paraissent terriblement ennuyeux et dépourvus de tout caractère révolutionnaire. C'est ainsi que l'on abandonne à l'opportunisme le terrain où il s'applique à briser toute tentative d'union combattante des prolétaires : c'est de cette manière que des groupes comme les BR ou la RAF nient la véritable préparation révolutionnaire et tombent, qu'ils le veuillent ou non, dans le spontanéisme. Une forme de spontanéisme qui a certes le courage d'affronter réellement l'Etat bourgeois, mais qui reste néanmoins impuissante et sans véritable perspective révolutionnaire.

Quant au programme communiste, ces groupes sont tout à fait incapables d'en assumer la défense, faute d'avoir travaillé d'une façon conséquente à assimiler les principes du marxisme. Ils reconnaissent bien le caractère violent de la révolution prolétarienne, mais sont incapables d'en définir les moyens.

Qui écrasera l'Etat bourgeois ? Ces groupes réduits de desperados ? La classe ouvrière enfin convaincue par l'exemple ? Faut-il ou non un parti communiste, la dictature du prolétariat signifiée-elle la terreur rouge dirigée par le parti de classe ? Toutes ces questions restent sans réponse de la part des théoriciens de ces groupes. Et pour cause ! Il n'est en effet pas possible de prétendre à l'action exemplaire, assumée par des individus choisis ou par des petits

groupes autonomes sans rejeter du même coup la nécessité du parti, du parti au sens marxiste évidemment, c'est-à-dire du parti constitué sur le programme du communisme et qui regroupe les forces de la classe prolétarienne avec une tactique fermement reliée aux principes marxistes.

Spontanéisme et terrorisme individuel sont liés entre eux et tous deux incompatibles avec la vision marxiste de la préparation révolutionnaire et de l'assaut contre l'Etat bourgeois qui exigent le parti communiste.

Renoncer à ce parti qui, parce qu'il est l'organe conscient de la lutte de classe, peut la centraliser en reliant l'action des groupes épars de prolétaires aux finalités du communisme et préparer les conditions subjectives de la révolution qui permettra de le réaliser, comme le font le spontanéisme et le terrorisme, c'est renoncer à l'instrument capable de rapporter l'activité de ces groupes de prolétaires, leurs objectifs partiels et les méthodes qu'ils utilisent — et en particulier les armes de la violence et de la terreur — à ces « nécessités internes de la lutte » dont parlait Trotsky.

Renoncer à ce parti, c'est donc renoncer à utiliser aussi la violence et la terreur à bon escient, comme moyen de porter des coups à l'ennemi sans se laisser emporter par sa réaction, c'est s'interdire par conséquent d'utiliser la violence — et plus généralement toute arme de lutte — pour le renforcement de la lutte prolétarienne et la consolidation de son organisation, et pour rapprocher l'heure de la victoire révolutionnaire.

Cela ne veut pas dire naturellement que la classe ne doit porter des coups que lorsque l'adversaire est incapable de riposter. Il ne s'agit pas tant d'éviter les coups que d'y parer efficacement. Cela ne veut pas dire non plus que la classe ne puisse engager le combat que lorsqu'elle est sûre du succès. Il est arrivé maintes fois que la classe ouvrière engage le combat ouvert avec la bourgeoisie dans de mauvaises conditions : il faut pourtant alors travailler au cœur même de la bataille à l'encadrer. Il suffit pour cela de rappeler la position de Marx vis-à-vis de la Commune de Paris. Mais il faut parfois avoir le courage de lui dire — et qui d'autre peut le faire que le Parti ? — qu'il est trop tôt pour engager le combat décisif et lui conseiller de rassembler ses forces. C'est ce que fit Marx avant la Commune, et c'est ce que firent aussi, avec succès cette fois, les bolchéviques en juillet 1917.

Ce qui est de toute façon catastrophique, c'est de se lancer dans l'action terroriste exemplaire en pensant que « les masses suivront », on ne sait par quel miracle.

On ne peut faire l'économie de la préparation et de l'organisation de la classe. On ne peut faire l'économie du parti. Il n'y a aucun « raccourci » qui puisse être trouvé pour rapprocher les courbes encore distantes de la crise économique et de la lutte prolétarienne.

Le terrorisme « excitatif » ne peut pas davantage mettre les masses en mouvement par le seul exemple qu'il ne parvient à égratigner la cuirasse toujours plus épaisse du capitalisme.

En revanche que de trésors de haine envers l'ordre établi ne gaspille-t-il pas, dans le désespoir d'un sacrifice héroïque consenti dans un combat par trop inégal ! Sacrifice hélas inutile car il échappe aux exigences de la lutte collective de classe. Ce n'est qu'au service de cette lutte que cette révolte, ce courage et cet héroïsme peuvent devenir féconds.

Brochures «Le Prolétaire»

Violence, terrorisme
et lutte de classe

Prix : 4 F.

Dans la tourmente démocratique en Italie

(suite de la page 6)

du prolétariat». Le tract exhorte les ouvriers à ne pas «tomber dans le piège du pacifisme du curé qui a béni les canons de toutes les guerres; du pacifisme du patron qui s'enrichit grâce à la guerre quotidienne dans les galères du travail, où s'ajoutent aux morts les lentes agonies, toutes transformées en froides statistiques; du pacifisme des faux partis ouvriers, qui bénissent et réclament plus de violence de la part de l'Etat bourgeois pour mater les réactions à sa violence; du pacifisme de ceux qui demandent à la classe ouvrière de supporter encore plus le poids d'une société qui pèse toute entière sur ses épaules». Et de conclure: «Il n'incombe donc pas aux exploités de s'associer à la solidarité nationale qui se construit autour de ces épisodes pour exorciser la lutte de classe [...] Une telle voie amènerait la classe ouvrière à se livrer à ses exploités».

De son côté le tract distribué dans le Piémont, après avoir rappelé que la bourgeoisie se sert des derniers événements pour dévier le prolétariat de la voie de la destruction violente, insurrectionnelle de l'Etat, poursuit:

«Avec l'aide de partis et de syndicats qui se disent ouvriers, la bourgeoisie essaye d'entraîner le prolétariat sur son terrain, comme elle le fait avec la masse informe des classes moyennes, avec les hésitants, avec les sans opinion, les mélangeant tous dans la soi-disant opinion publique. L'abandon du terrain de classe par ceux qui disent encore défendre vos intérêts renforce le patronat, qui lance une terrible offensive qui brise les conquêtes ouvrières et humilie la classe dans son ensemble. La bourgeoisie ne s'émeut

pas vraiment pour ses morts: elle les utilise. Sa morale de classe est la chasse au profit, et, lorsque celui-ci est nié, elle n'hésite pas à planifier l'extermination en masse (des masses non bourgeoises, bien évidemment) dans les guerres totales modernes. Vos adversaires ne s'émeuvent pas des morts prolétariens, des accidents du travail, des empoisonnements, des vies entières usées pour le profit, de votre guerre quotidienne. Cependant vos faux dirigeants ne font que ce que l'adversaire de classe attend et demande pour sa propre victoire sur les idéaux révolutionnaires étouffés.

Notre réponse est tout autre: la vôtre doit l'être aussi. L'expérience historique de la lutte de classe accumulée par le parti de la révolution communiste (qui, nous l'affirmons, sera le parti mondial basé sur le programme qu'aujourd'hui nous soutenons) a donné un jugement définitif sur le terrorisme et sur la révolte individuelle violente. Ce jugement est exprimé dans notre programme. L'éruption des plus graves contradictions qui donnent lieu à des épisodes tragiques est le fruit normal de cette société, et seule la bourgeoisie a intérêt à vous demander de vous prononcer pour ou contre certains actes dans l'absolu et sur un terrain entièrement choisi par elle. Refusez ce piège!

Tandis que les groupes gauchistes ravalent leurs positions d'hier pour s'aligner avec la meute petite-bourgeoise qui est descendue dans la rue, nous, communistes révolutionnaires, soutenons qu'on ne peut sortir des horreurs de cette société que par la victoire révolutionnaire du prolétariat [...]

Cette victoire sur une société qui sé-

crète de la violence par tous ses pores ne sera possible qu'en opposant une violence et une force supérieures et opposées débouchant sur la dictature du prolétariat, prémisses indispensables à une société sans classes, sans exploitation, sans violence et sans guerres».

La section de Schio reprenait pour sa part, dans des affiches et tracts diffusés en Vénétie, les mêmes arguments et relevait aussi que: «Les syndicats et les faux partis ouvriers, ceux-là mêmes qui appellent si vite à la mobilisation ouvrière lorsque l'Etat bourgeois et ses institutions sont atteints, sont ceux-là mêmes qui: 1) ont accepté la politique de «sacrifices»; 2) souhaitent la «paix sociale» dans les usines et dans les rues; 3) acceptent, pour sauver la baraque, la politique de compression des salaires, l'augmentation des tarifs des services publics et des loyers, la «mobilité»; 4) ont consenti, après l'enlèvement de Moro, à la rapide formation d'un gouvernement dont le but est d'obliger les ouvriers à se serrer la ceinture; 5) ont appuyé le train de lois répressives dont le vrai but n'est pas tellement la chasse actuelle aux terroristes que de cuirasser l'Etat capitaliste face au spectre renaissant de la lutte de classe, du mécontentement ouvrier, de la crise sociale, comme le prouvent la vague d'intimidations et la chasse au «gauchiste» à la FIAT, à l'Olivetti, à la SIP et dans plusieurs autres usines, et le fait que la presse et les partis ont minimisé volontairement l'assassinat de deux jeunes gauchistes de Milan par des extrémistes de droite».

Malgré l'hystérie démocratique, la voix du parti s'est fait entendre, claire et unique.

En Chine, grand bond en avant vers le plein capitalisme

(suite de la page 3)

l'armée de terre, quatre ans dans l'aviation et dans certaines unités de terre spécialisées, cinq ans dans la marine (Le Monde, 9-3-78). Deuxièmement, la structure du service sera changée: on consacrera, selon l'indication de Yeh Chien-ying, «les sept dixièmes» du temps ou au moins les six dixièmes à l'entraînement. Plus question de formation idéologique et d'appui aux travaux agricoles ou aux grands travaux publics parmi les axes principaux d'activité: la meilleure façon de «former idéologiquement» les soldats pour les besoins bourgeois — les armées du monde entier sont là pour le prouver — est de les briser physiquement et moralement par des manœuvres et exercices sans fin! Enfin, il faudra organiser une hiérarchie militaire capable de mener efficacement ces tâches. On éliminera donc les cadres «mous, paresseux et désordonnés» et «une fois la direction réorganisée, on disposera de gens capables pour mener à bien la réor-

ganisation dans d'autres domaines» (Le Monde, 1-2-78).

Au niveau de l'économie, la modernisation poursuivie par les nouveaux dirigeants chinois représente, comme le titre Le Monde au 3-2-78 non sans exagérer un peu, «une révolution dans l'industrie». En effet, le Quotidien du Peuple du 1-2-78 (cité par Le Monde) annonce l'abandon de l'autarcie économique, dont Mao et ses disciples du monde entier avaient fait jadis le nec plus ultra du socialisme, et proclame dans son éditorial que «la spécialisation de la production est une condition nécessaire de la modernisation de l'industrie [...] Progressivement, nous devons passer à des productions spécialisées et à la coopération entre plusieurs usines. Il faut abolir la notion d'unités grandes ou petites qui se veulent «complètes», afin de produire en série, à un meilleur niveau de qualité et à un prix moins élevé». Bref, il s'agit d'étendre la division sociale du travail, en éclatant le processus de production en autant d'uni-

tés productives indépendantes. Par exemple, cette usine «complète» d'impression textile de Changai visitée par le correspondant du Monde, qui fabriquait jusqu'à «une partie importante des machines de l'établissement (presses, appareil de photogravure, etc.)»: dans l'avenir, comme dans le présent de toute bonne société capitaliste développée, elle devra éclater en plusieurs usines (fabrication de presses, fabrication d'appareils de photogravure, usine d'impression textile, etc.). Cette grande réforme, qui commencera par l'industrie d'équipements agricoles, aura comme conséquence l'extension du marché intérieur chinois et permettra un puissant développement du capitalisme.

Mais, de même que la modernisation de l'équipement militaire, elle ne pourra pas se faire sans l'apport du capital et de la technologie étrangers, ce qui aura comme conséquence nécessaire l'intégration irréversible de la Chine au marché mondial, et devra à terme entraîner la Chine dans le tourbillon de la crise capitaliste mondiale.

Monsieur le professeur Einstein

(suite de la page 1)

le cou. La protection sociale est une réalité dans la France contemporaine [...] Ces ouvriers possèdent parfois un appartement, voire une résidence secondaire [...] Leur niveau culturel s'est élevé. Ils ont souvent été au collège technique jusqu'à dix-sept dix-huit ans. Leurs enfants vont au lycée voire à l'université», etc.

Comme on voit, la couche sociale que ce savant professeur — qui sait montrer à l'occasion que le salaire qui lui est versé n'est pas jeté par les fenêtres — entend par «ouvriers qualifiés» n'est autre que cette aristocratie ouvrière qui a pu un temps profiter des miettes d'un capitalisme en pleine expansion grâce auxquelles elle a cherché à imiter ses maîtres, miettes qui aujourd'hui disparaissent à la vitesse grand V. C'est dire qu'avec ces ouvriers-là, auxquels le distingué professeur limite la classe ouvrière, on peut causer. Les aspirations conservatrices de cette couche qui a fait siennes toutes les idées de la petite-bourgeoisie sont bien la base de la pénétration de

toutes les théories pacifistes, conciliatrices, gradualistes, chauvines, réactionnaires dans la classe ouvrière ainsi que la base de l'influence du réformisme ouvrier qui doit bien un jour pousser sur le devant de la scène ses véritables théoriciens, les idéologues petits bourgeois. Cela est d'ailleurs déjà fait.

C'est bien pourquoi la notion de prolétariat est devenue incompréhensible dans le PCF et que le XXII^e congrès a pu s'en débarrasser avec celle de dictature. A côté du magma informe des couches moyennes petites bourgeoises et de sa queue ouvrière, qui constitue le peuple, il n'y a que le néant. Là s'arrête la culture, le sens de la mesure, de l'ordre, du fair-play et de la modération; là commence la barbarie, le vice et la violence, ce que de façon méprisante on appelle le «sous-prolétariat» et qui correspond en réalité aux va-nu-pieds, aux laissés pour compte de la prospérité capitaliste, aux grandes masses des sans-qualification ou des sans carte d'identité nationale, des sans travail ou même des sans travail stable, aux

grandes masses des femmes, des jeunes, des ouvriers, la grande masse des sans-réserves, bref, le cœur du prolétariat, la grande force potentiellement subversive, révolutionnaire et si terrifiante pour l'ordre établi car, dans la lutte, elle n'a rien à perdre. C'est sur sa mise en mouvement, qui devra entraîner avec elle des secteurs même des couches ouvrières supérieures «privilegiées» jetées inexorablement dans la misère, que se fonde la perspective du communisme révolutionnaire.

Plus vite les héritiers de Staline avancent dans la voie de la négation ouverte des intérêts de la classe ouvrière, plus vite ils perdent leur langage «ouvriériste», et plus claires peuvent apparaître de nouveau les exigences de la véritable lutte prolétarienne. A condition que le parti combatte toutes les aspirations petites bourgeoises qui pénètrent la classe, toutes les idées petites bourgeoises qui la paralysent, à condition qu'il combatte sans trêve les partis qui s'appuient sur ces aspirations pour soumettre la classe aux intérêts de la bourgeoisie et de son Etat.

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 7 (avril 78)
DE

il programma comunista

- Partiti e sindacati opportunisti: Sempre più direttamente al servizio dello Stato
- L'ideologia delle B.R.: Dallo spontaneismo al terrorismo
- Attacco israeliano nel Libano
- Una nostra circolare di indirizzo dell'attività sindacale
- La memoria della classe operaia: La storia gloriosa dei minatori statunitensi.
- Contrasti insanabili tra i capitalismi americano e tedesco: crisi del dollaro
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe
- La nostra voce ben distinta dal coro delle recriminazioni democratiche
- L'assassinio dei due giovani a Milano: Per i partiti e i sindacati «operai» i morti che contano sono altri.
- Elezioni francesi: La «nostra campagna» e la loro
- E così scandaloso il «sei garantito»?
- Vita di Partito: Nostri interventi in campo rivendicativo

*

Voici le sommaire du n° 12 de

El Comunista

- El PCE a la hora de la verdad: ¡Abajo el partido obrero burgués!
- En el Metal de Tarragona
- Indochina: la ruptura del equilibrio
- Olivetti en huelga
- Una mala manera de plantear las reivindicaciones inmediatas
- Canarias sobre un volcán

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles: le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 10 mai et le 14 juin, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence: vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 29 avril et le 13 mai.

● A Amiens: le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 7 mai et le 4 juin.

● A Angers: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles: vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 6 mai et le 20 mai.

● A Avignon: vente aux Halles, place Pie, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 6 mai et le 20 mai.

● A Grenoble: le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 28 mai et le 25 juin.

● A Lille: vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 7 mai et le 4 juin.

● A Lyon: le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 5 mai et le 2 juin.

● A Mulhouse: le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 6 mai et le 3 juin.

● A Paris: 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix: vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 21 mai et le 18 juin.

● A Strasbourg: tous les samedis de 14 à 18 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse: vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne: tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, «Atelier»).

**CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE:**
Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie «E.P.»
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse: 52926